

## Pour comprendre le communisme

— Pourquoi reprendre un sujet aussi rebattu ? N'avons-nous assez entendu et lu de dénonciations du communisme ? N'était-ce pas trop souvent l'écho des possédants aux abois ? Et surtout, pourquoi oser s'attaquer au communisme au moment même où la Russie, dit-on, sauve le monde, la chrétienté et la civilisation occidentale ?

Tout d'abord, il ne s'agit pas de dénoncer systématiquement le communisme, mais d'essayer de comprendre ce qu'il représente. Nos collaborateurs n'ont pas voulu noircir arbitrairement le tableau. Ils ont soigneusement examiné les faits et la doctrine, ils ont cherché à dégager, aussi clairement que possible, les éléments fondamentaux de cette grande idée et de cette grande erreur.

Surtout qu'un vain peuple ne s'imagine pas que nous perdons de vue l'actualité la plus immédiate. Bien au contraire. La poursuite de la guerre a pu faire passer au second plan le problème communiste. Il n'en subsiste pas moins et l'après-guerre connaîtra une recrudescence d'activités subversives contre lesquelles il importe que nous soyons en garde. D'autant plus que la Russie, qui aura participé grandement à la victoire des Nations-Unies, entendra bien faire triompher ses vues et ne négligera rien pour hâter l'avènement de la dictature du prolétariat, première étape vers le paradis terrestre communiste.

Un petit fait récent paraît singulièrement révélateur. Les autorités soviétiques ont institué, dans les camps de prisonniers de guerre allemands capturés sur le front russe, des cours réguliers de doctrine communiste. Dans l'ensemble, paraît-il, les « élèves » allemands apprécient beaucoup ces leçons qui leur sont faites par des professeurs compétents. Ces derniers écartent l'élément strictement propagande et se contentent d'exposer leur doctrine et de la montrer séduisante. On voit par là que l'héritage de Lénine demeure entre bonnes mains.

Notre revue veut apporter sa modeste contribution à l'étude de ce qui sera dans l'après-guerre un problème de premier plan. Nous ne pouvons tout dire en moins de cent pages. Nous n'ambitionnons que d'ouvrir des avenues, que de susciter dans les esprits des réflexions fécondes. On remarquera que les textes qui suivent tendent plus à l'information qu'à la passion. Ils sont dépouillés de cet esprit petit-bourgeois de pusillanimité en face des conceptions communistes. Nous ne voulons pas, tout au contraire, que cette série d'articles soit interprétée comme un hommage au régime capitaliste en vigueur. Nous condamnons hautement les abus impardonnables du système actuel. Toutefois, nous nous opposons à tomber du Charybde capitaliste au Scylla communiste. Telle est notre position.

L'ACTION NATIONALE

## Le communisme, grande idée, grande erreur

Dans notre pays, terre d'élection par excellence de la distinction « réelle » entre bons et méchants, où les philosophes qui ne pensent pas tout à fait comme nous sommes convenus de penser, sont étiquetés impitoyablement du titre d'adversaires, il est bien entendu que les communistes sont des méchants et rien que des méchants, que leurs doctrines sont fausses et rien que fausses.

Or, la vérité est tout autre. A la base du communisme, il y a eu des grands hommes, de véritables ascètes au service d'une idée qui, sur plus d'un point, a de la grandeur. Marx et Engels, loin d'être des arrivistes, ont été beaucoup plus incorruptibles que Robespierre et Saint-Just eux-mêmes. Lénine fut un mystique de l'action et Staline, malgré ses torts nombreux, a prouvé par des faits l'importance de ses réalisations. Dans le communisme, il n'y a donc pas l'erreur à l'état pur. Cette erreur s'accompagne de robustes vérités ; et c'est là précisément ce qui la rend plus subtile et plus dangereuse.

Le communisme est fondé sur une grande passion. On peut considérer *le Capital* comme la vague de retour du *Contrat social*. Rousseau avait déchaîné un réflexe passionnel qui a produit la Révolution française. Engels et surtout Marx, enrichis tous deux par la découverte du matérialisme de Feuerbach, choisissent de se libérer de l'hégélianisme agonisant et de chercher la vérité dans un réalisme absolu. A un certain moment de

leur évolution idéologique, voilà qu'ils prennent contact, hors de la pensée cette fois et par la fréquentation des hommes, avec le libéralisme économique qui assassine le monde, avec les courants d'opinion et les ressentiments accumulés par la trahison des principes de '89. N'est-ce pas l'école anglaise de Stuart Mill qui a fait dévier vers la dictature de la ploutocratie les principes issus de Rousseau ?

### MÉTAPHYSIQUE COMMUNISTE

La doctrine communiste naquit de l'esprit de recherche de deux visionnaires à un moment historique particulier.<sup>1</sup>

Cette doctrine constitue-t-elle une philosophie complète, présente-t-elle une explication nouvelle du monde ? Certes. Cependant, on peut discuter de la valeur de la sagesse communiste. Il semble que Marx et même Engels ont été tellement fascinés par une forme de philosophie qui se présentait surtout comme rectrice de la vie, qu'ils furent moins purs et moins désintéressés dans leurs préoccupations que ne le furent par exemple Lao Tseu ou Platon. Ils font davantage penser à Confucius et à Socrate, quoiqu'ils ne se soient pas contentés comme ces deux-là de dresser une éthique et qu'ils aient tenté d'ériger une conception d'ensemble du monde.

Leur premier principe est le matérialisme ; mais il y a matérialisme et matérialisme. Les grands théoriciens communistes n'ont rien à voir avec le

---

<sup>1</sup> Cf. en particulier Marx, *le Capital* ; Engels, *Anti-Düring* ; Marx et Engels, *le Manifeste du Parti communiste*.

matérialisme grossier, négateur de l'âme et de la liberté humaine. Ni Feuerbach, ni Engels, ni Marx ne nient l'esprit. Ils enseignent tout simplement — et à tort, je l'admets volontiers — que l'élément premier dans le monde n'est pas l'esprit, mais la nature ou matière. « L'idée, a écrit Marx, n'est que le monde matériel traduit et transposé dans le cerveau humain. »<sup>1</sup>

De ce primat de la matière découlent toutes les autres doctrines communistes. Ouvrons une parenthèse. On sait que dès l'origine de la philosophie grecque un double problème se posait : le problème métaphysique de la conciliation de l'être et du devenir, le problème psychologique de la valeur de la connaissance sensible et de la connaissance intellectuelle. Ces deux problèmes sont solidaires. Héraclite, philosophe du devenir pur, n'aurait pu admettre une connaissance intellectuelle valide, puisqu'il n'admettait aucune fixité, pas même celle des lois de l'esprit. Parménide, emprisonné dans la transcendance dialectique, a dû refuser le nom de connaissance véritable à la connaissance sensible. De même, celui qui présente une métaphysique purement idéaliste est forcé de demeurer emprisonné dans l'idée, celui qui se dit réaliste absolu ne peut sortir qu'artificiellement du monde sensible. Marx est presque à Hegel ce que Héraclite est à Parménide. Répudiant la vérité d'un monde extérieur que l'esprit construit plus qu'il ne le constate, il va jusqu'à faire naître l'esprit de la matière.

---

<sup>1</sup> Karl Marx, *le Capital*, Paris, 1924, t. 1, p. 95.

La philosophie communiste rejette donc tout idéalisme, même celui de Hegel. On ne saurait admettre l'identité de la pensée et de l'être quand on soutient que la matière est la réalité première et que c'est d'elle que provient l'esprit.

L'être, c'est la matière, il y a une prépondérance absolue de l'élément matériel, et quoique le monde soit rempli d'esprits, il ne saurait provenir d'un Esprit. On se heurte immédiatement à l'athéisme. Celui-ci est aussi essentiel au système communiste que le monisme panthéistique l'était à Héraclite et à Parnémide.

Notons au passage que la seule différence *originelle* entre la position de Marx et d'Engels et celle d'Aristote et de saint Thomas est une importance plus grande attribuée à l'élément *matière* par rapport à l'élément *esprit*; mais voilà que les rigoureuses exigences dialectiques ont tôt fait de creuser un abîme entre cette philosophie et la nôtre.

Je crois avoir suffisamment situé par rapport à nos concepts habituels le matérialisme marxiste. On l'admettra volontiers, ce matérialisme, ou cette prépondérance accordée à la cause matérielle, selon M. Maritain, est tout de même un humanisme et diffère radicalement du matérialisme grossier qui abandonne l'homme au pur déterminisme. Certes, le communisme ne conçoit pas la liberté humaine comme un affranchissement complet. Pour Marx et Engels, la liberté n'est pas le pouvoir de se déterminer soi-même en tenant compte des motifs et des mobiles. Elle est plutôt, à la suite de Hegel et

de Spinoza, la compréhension d'une nécessité. Par exemple, il est fatal — nous le verrons dans un instant — qu'il y ait une lutte des classes. Dès lors, le prolétaire acceptera *consciemment* cette passion qui s'impose à lui.

### LE MATÉRIALISME DIALECTIQUE

Il s'agit maintenant de savoir comment cette conception du monde va s'orienter vers l'agir.

Marx a emprunté à Hegel, en la modifiant considérablement, sa dialectique idéaliste. Qu'est-ce donc que la dialectique hégélienne ? C'est essentiellement une négation du principe de contradiction. Bien plus, c'est une logique qui considère que la contradiction est nécessaire à la pensée. Non seulement la pensée postule la contradiction dans sa structure, elle la requiert aussi dans son développement. C'est la substitution d'une logique dynamique à une logique statique. La vérité n'est ni fixe, ni fixée; elle est en devenir. L'idée d'être appelle celle de néant, l'idée de fini, celle d'infini. Toute *thèse* a besoin d'une *antithèse*. C'est de la *synthèse* des deux éléments que jaillit une notion philosophique des choses.

Marx n'a fait que transposer sur le plan de l'action cette dialectique. Tout changement dans les choses, et non plus dans les idées, s'explique par un équilibre nouveau entre les antinomies d'un être ou entre cet être et son milieu. La tension devient une loi de l'équilibre, alors qu'en philosophie aristotélicienne on la considère plutôt comme un obstacle à l'équilibre.

Si tout est intrinsèquement contradictoire, tout est mouvement et devenir, tout est dynamisme. Dans le domaine de l'action, on appellera ce dynamisme: révolution. La révolution devient ainsi la loi essentielle d'évolution de la vie. La révolution en marche est une grande force, une machine inlassable qui se doit à elle-même de se renouveler sans cesse.

### VERS LA LUTTE DES CLASSES

Mais comment passe-t-on de ces aperçus métaphysiques à la question sociale ? Marx a vécu à une époque où les abus du libéralisme économique — cette doctrine satanique et anglo-saxonne — étaient presque aussi graves qu'ils le sont de nos jours. Depuis Stuart Mill, le père de l'individualisme effréné, on a généralement admis comme un dogme indiscutable la liberté économique, le prétendu libre jeu des lois de l'offre et de la demande. Or cette tolérance — nous le savons trop — ne favorise que les riches et constitue pour le peuple la plus cruelle des tyrannies. Depuis le milieu du XIXe siècle, le monde occidental s'achemine vers la ploutocratie actuelle.

Marx a recueilli toutes les thèses qui avaient eu cours avant lui, il a enquêté sur tous les maux qui s'offraient à son regard ; puis, son esprit cohérent n'a pas perdu le souci d'intégrer ces données dans sa systématique.

Dépassant Saint-Simon et Fourier, qui s'étaient montrés bien sentimentaux, l'un en aboutissant à l'étatisme, l'autre au phalanstère, dé-

passant même Proudhon qui avait rêvé de supprimer le prolétaire en faisant de chaque ouvrier un petit capitaliste, il proposa comme idéal révolutionnaire dynamique: la lutte des classes.

Or, voici comment ses théories, parallèlement aux faits qu'il avait sous les yeux, l'ont mené à cette solution radicale. En 1843, il était à Paris. Il constata au contact des ouvriers français et grâce aussi à l'influence de Engels, que les réformes et revendications sociales devraient porter contre le libéralisme économique.

D'autre part, son postulat philosophique de la supériorité de la matière sur l'esprit le prédisposait à affirmer, comme il le fit à partir de ce moment, la primauté de l'économique dans l'ensemble des relations sociales. Il s'agissait donc de détruire une doctrine qui sapait la société dans sa base essentielle, l'économie.

Grâce à sa dialectique matérialiste ou théorie de la révolution en marche par le jeu normal des antinomies, la lutte des classes lui apparut comme le moyen tactique par excellence de tendre à un meilleur équilibre social. La lutte des classes se ferait de bas en haut, par le prolétariat. Celui-ci tendrait à la dictature. Rendu au pouvoir, il fonderait peu à peu une société exempte de classes. Le libéralisme économique aurait été détruit en cours de route, la société idéale serait réalisée.

### LE PRODUCTIVISME

Mais la lutte des classes s'impose aussi d'une autre manière. L'homme est un être essentiellement

créateur. Il est par excellence le producteur de ses moyens de vie. L'économique n'est-il pas la base de la vie ? Le travail productif est l'activité humaine la plus fondamentale. L'expérience de productivisme est concluante : pour avoir le droit de vivre, de manger, il faut produire. L'activité productrice des biens matériels est donc la plus importante. N'est-elle pas la plus engagée dans la matière ? Toutes les autres activités humaines sont subordonnées au travail productif de l'homme, qui est essentiellement un travailleur et d'abord un travailleur matériel.

Or, la production est aussi la base de la vie sociale. Les hommes se réunissent non pas pour satisfaire un besoin, mais pour produire en commun. Ils ont *besoin* d'être ensemble pour produire. C'est là ce qui les distingue avant tout des animaux. Les autres rapports sociaux dérivent du rapport de création ou de production.

Mais en quoi cette position diffère-t-elle tant du libéralisme économique qui table lui aussi sur l'*homo faber* ? N'oublions pas notre métaphysique marxiste. La réalité étant essentiellement contradictoire et se ramenant à un pur devenir, les classes sont précisément dans la société cet élément de contradiction. La classe est l'élément essentiel de la société ; puisque la classe se rapporte à la production. Ne répartit-on pas les hommes selon leur rôle productiviste ? Or, cela donne des capitalistes et des prolétaires, des exploités et des exploités. Ici, s'insère le matérialisme historique, toute l'histoire se ramenant à une lutte de classes. Or le prolétariat, la moins stable et la moins

gangrenée des classes, celle d'où l'on s'élève et où l'on retombe, a une mission révolutionnaire.

Voici comment cette mission s'exprime. Pour que le monde s'améliore, il faut en venir à supprimer la lutte des classes. Cette lutte, pour Marx, est plutôt une fatalité et un moyen tactique qu'un idéal. Cependant, elle est nécessaire temporairement, et il ne faut pas tendre à l'atténuer, mais à l'exaspérer. C'est pourquoi, tout réformisme, (plus tard on dira tout mendchévisme) est pernicieux. Il est plus à craindre que les excès du capitalisme, qui ont au moins l'avantage d'exciter les haines et de préparer la révolution.

Pour abolir les classes, il faudra donc que l'une d'elles l'emporte temporairement sur les autres. Le prolétariat, plus exempt de préjugés de castes, ayant moins à perdre, sera appelé à faire régner sur le monde l'âge d'or communiste où l'État sera complètement supprimé.

### LE DROIT DE PROPRIÉTÉ

Mais on a hâte que je parle du droit de propriété, ce cher droit auquel on tient tant et qui impressionne plus les bourgeois que l'athéisme militant ne les scandalise.

Sans une suppression au moins partielle de ce droit, il n'y a pas moyen de réaliser la dictature du prolétariat. Cette suppression n'est pas le premier point du programme communiste, comme on le croit trop souvent. Elle est pourtant nécessaire à l'idéal communiste, mais pour des raisons qui dépassent la portée immédiate de ce droit.

La philosophie communiste repose toute sur le matériel, avons-nous dit. Dans le domaine social, l'économique est la valeur première. La production est l'activité première de l'homme. Or, la production requiert le *travail*. En creusant davantage, on en est venu à une valeur plus fondamentale encore que la production. Le travail est la base de tout. Tout produit est du travail cristallisé. Le fruit du travail, le produit doit donc appartenir au travailleur. Or, dans la société capitaliste, il en va tout autrement. La production n'appartient pas à l'ouvrier. Bien plus, la production, œuvre de la collectivité, appartient à des individus. L'ouvrier reçoit un salaire, mais ce salaire ne correspond pas à son travail réel, puisqu'il existe une plus-value qui s'exprime sous forme de profit pour le patron.

Le but du communisme est de changer cet ordre inhumain qui va jusqu'à priver de son droit *effectif* de propriété les neuf dixièmes du genre humain. A cet effet, il propose de mettre en la possession des ouvriers le *capital*, antinomie du travail qui devrait être synthétisée avec le travail. Le capital, c'est ce qui a une valeur productiviste, à savoir les fruits du travail collectif et les moyens de production collective.

Quant à la propriété individuelle, qui ne sert pas à la production collective, le communisme de Marx et de Engels ne songe nullement à l'abolir. Il la veut accessible à tous. Il veut l'assainir.

Après une phase d'étatisme provisoire, au cours de laquelle le capital — qui n'est que du travail accumulé — aura cessé d'être aux mains des bourgeois pour appartenir temporairement au

prolétariat (à l'état prolétarien) le communisme se propose de détruire cette superstructure étatiste elle-même. Cette dernière démolition s'opérera sans heurts, puisque l'état, privé de son ferment ordinaire de vitalité, la lutte des classes ne saura que dépérir et tomber en ruines. A ce moment, la propriété communautaire sera complètement réalisée, les biens de production seront aux mains des travailleurs.

## II

Voilà une vue d'ensemble du système communiste. Ses aspirations ne manquent pas de grandeur. Nous essaierons maintenant de critiquer quelques-uns de ses principes de base.

### RETOUR SUR LE PRINCIPE FONDAMENTAL

Le primat de la matière sur l'esprit, base de tout l'édifice communiste, est une thèse qui se comprend, si on la place dans certaine perspective. Elle n'en est pas moins fautive au point de vue strictement métaphysique.

Certes, dans l'ordre des constatations expérimentales, la matière est plus tangible que l'esprit. On *touche* la matière, on *conclut* à l'existence de l'esprit. D'autre part, la majorité des hommes accordent dans leur vie une primauté pratique aux valeurs matérielles; et il faut bien admettre enfin que l'économique, sous son aspect de pourvoyeur aux besoins de la vie, est absolument basique dans l'univers.

Qu'un homme, si lucide soit-il, se laisse fasciner par l'extrême importance du problème économique, surtout dans la vie contemporaine, il peut facilement en arriver à mettre l'accent plus sur la matière organisée que sur l'esprit organisateur. Celle-ci s'offre d'abord à la considération.

C'est probablement ce primat d'immédiation et d'appréciation commune des hommes qui aura incliné Marx et Engels à ériger le primat d'excellence et d'origine de la matière.

Une philosophie spiritualiste et une philosophie chrétienne admettent le primat de constatation et celui d'attraction sur l'homme d'une matière qui est aussi essentielle à la condition humaine que l'esprit. Pourtant, elles ne vont pas jusqu'à conclure que la matière, soumise à la loi de dégradation, inerte de soi, imparfaite et incapable de rendre compte de sa raison d'être, puisse être supérieure à l'esprit qui s'avère impérissable, préalable aux choses, et transcendant au moins dans son principe et dans sa fin.

Ce qu'il y a de vrai, sur le plan des contingences, dans le principe premier du communisme ne peut satisfaire le chercheur exempt de préjugés et d'une certaine forme d'idées fixes, qui ne saurait établir sa philosophie que sur de la transcendance.

#### LA DIALECTIQUE MARXISTE

Cette subtile dialectique elle-même, outre qu'elle bat en brèche le principe de contradiction, loi essentielle de l'esprit, me semble aboutir à une impasse et tendre à se détruire elle-même sur le plan historique. Si j'ai bien compris la pensée des

deux philosophes communistes par excellence, en particulier ce passage de l'Anti-Düring: « Rien de définitif, rien d'absolu, rien de sacré n'existe pour la philosophie dialectique » je ne comprends pas qu'une telle philosophie se soit fixée un terme. L'âge d'or communiste, c'est le statisme et le fixisme dans la liquidation des antinomies. Or, les antinomies sont nécessaires à la philosophie communiste. La lutte des classes supprimée dans la société idéale, c'est la philosophie du devenir révolutionnaire elle-même qui est supprimée. Serait-ce que le marxisme n'est qu'un système opportuniste et que la philosophie dont il s'accommode n'a pas une valeur absolue ? Toujours est-il que le marxisme se rend coupable d'une incohérence lorsqu'il pose d'une part la contradiction et l'antinomie comme lois de l'esprit et de l'histoire, tandis qu'il tend d'autre part à une société paradisiaque fixée, sans classes et sans antinomies.

### LE DROIT DE PROPRIÉTÉ

On s'objecte souvent au communisme destructeur du droit de propriété par un échappatoire assez simpliste. Il n'y a pas que le travail, dit-on, dans le capital, il y a aussi la matière première. Celle-ci est une contribution d'importance à la production. De plus, le directeur d'entreprise travaille d'une autre manière que l'ouvrier, mais tout autant que lui. Son travail a droit à une rétribution plus considérable, etc. Cette argumentation me semble porter à faux. La matière non élaborée est acquise par le capital; et le capital

c'est du travail, presque uniquement du travail. De plus, il n'est nullement question, du moins dans le communisme des plus grands théoriciens, de mettre l'ingénieur et l'ouvrier à une même échelle de salaire. Ce que veut le communisme, c'est supprimer le profit : la part des revenus de la production qui ne revient en salaire ni au directeur de l'usine, ni à l'ouvrier, mais au capitaliste.

L'argumentation précédente vaut donc contre certaines formules communistes de seconde zone, contre les agitateurs et les mange-riches mécontents ; elle ne vaut pas contre les orthodoxes.

A ceux-ci, je persiste à croire que ce n'est pas une réfutation qu'il faut présenter mais un terrain d'entente, une formule d'ajustement. L'Église catholique, autant que les communistes, est partisan de la propriété communautaire contre les abus du capitalisme. Dans l'encyclique *Quadragesimo anno*, Pie XI n'a-t-il pas écrit qu'« il y a certaines catégories de biens pour lesquels on peut soutenir légitimement qu'ils doivent être réservés à la collectivité ; lorsqu'ils en viennent à conférer une puissance économique telle qu'elle ne peut, sans danger pour le bien public, être laissée entre les mains de personnes privées ».

Pour mon humble part, je serais donc assez disposé à admettre que la valeur *réelle* de l'œuvre produite provient du travail, que l'ordre capitaliste actuel abuse beaucoup de l'ouvrier, qui travaille normalement trois jours par semaine, sinon plus, à la plus-value, laquelle plus-value ne va pas aux ingénieurs qui dirigent l'usine, mais aux patrons anonymes qui ne jouent aucun rôle effectif

dans l'entreprise et qui n'apportent que le capital, réel ou « mouillé », lequel à son tour n'est que du travail cristallisé.

Je suis donc, ô horreur ! pour le chambardement de l'ordre actuel. Qu'on le remplace peu à peu par un corporatisme social, ou même influencé par une saine politique, et qu'à cet effet on encourage la coopération sous toutes ses formes, l'association de personnes de préférence à l'association de capitaux anonymes, qu'on tende enfin à une conception communautaire du droit de propriété dans le domaine des biens de production, voilà comment on pourra atteindre sinon à un état paradisiaque de vie — ce qui est réservé pour un monde meilleur — du moins à un état de choses plus humain !

Est-il téméraire de prétendre, à l'encontre des communistes, qu'une *révolution* (non pas une réforme) aussi radicale ne saurait s'accomplir par une dictature, fût-elle du prolétariat ? L'histoire du monde est là pour nous le prouver, dans la perspective même du matérialisme historique : la dictature et l'étatisme (même celle de la Russie actuelle) ne font que transformer l'esclave né des capitalistes : l'ouvrier, en esclave des puissances politiques.

En somme, le droit de propriété, en ce qui concerne les biens de production, loin d'être supprimé, doit être étendu à toutes les personnes qui participent à la production. Pour s'humaniser véritablement cette forme de propriété doit devenir communautaire. Le système sauveur n'est pas le système communiste, c'est le système

corporatif. Celui-ci diffère radicalement du communisme; mais il faut admettre que les idées propagées par le communisme se rapprochent plus de la solution corporatiste que la position renfrognée du capitalisme conservateur.

### L'ATHÉISME COMMUNISTE

Enfin, c'est surtout sur le plan religieux que le communisme s'avère une grande erreur. A nous, chrétiens, qui ne sommes pas seulement spiritualistes en philosophie, mais soumis par la foi à un Dieu personnel et créateur, l'idéologie communiste ne peut offrir un système conforme aux exigences de notre esprit et de notre cœur.

La prépondérance accordée à la matière par les communistes est inconciliable avec la mentalité de celui qui met l'Esprit à la base de toutes choses.

Dévoyé en son principe par le postulat de la supériorité de la matière, le communisme apporte sans doute des éclairs de vérité sur plus d'un point. Dans l'ensemble, il est inacceptable non seulement à tout chrétien, mais à tout spiritualiste.

### CONCLUSION

Cette étude volontairement objective et ces restrictions portent sur le communisme orthodoxe, sur celui des deux grands penseurs qui l'ont créé et du génial réalisateur que fut Lénine. Il y aurait de nouvelles réserves à faire sur le communisme de Staline. Il semble bien que le dictateur actuel de l'URSS, loin de songer à abolir l'État, maintenant qu'il prétend avoir réalisé la dictature du prolé-

tariat, songe plutôt à s'affermir au pouvoir et à faire évoluer son régime vers un étatismisme absolu. Cet étatismisme est depuis longtemps jugé et condamné, puisqu'il est le règne de l'artificiel et de la terreur et qu'il brime l'homme au lieu de le libérer. Que dire enfin des communistes à la manque, de la foule des mécontents et des arrivistes qui se servent de l'idéologie marxiste pour des fins de prestige sur les foules et d'ambition personnelle!

Je crois avoir suffisamment tracé cette esquisse des grandeurs et des misères du communisme. Je voudrais terminer par une application, qui me semble opportune, aux affaires politiques de notre pays. Malgré ses contradictions et ses tares fondamentales, le communisme a triomphé, au moins partiellement, en Russie parce qu'il est fondé sur une robuste idéologie et présente autre chose aux esprits qu'une platonique bonne volonté. C'est son radicalisme et sa crânerie, au même titre que son caractère d'idéologie rédemptrice forte d'un programme complet et centré sur l'essentiel, qui lui ont valu la faveur du peuple russe.

Tout parti qui voudra réussir, dans tout pays du monde (s'il songe à autre chose qu'à de petits résultats partiels ou temporels) devra se réclamer d'une idéologie basique et présenter un programme cohérent qui saura tabler sur autre chose que sur le sentiment populaire.

La réussite partielle du communisme russe aura prouvé une fois de plus que ce sont les idées qui mènent le monde et peut-être aussi que c'est pour cette raison que le monde va mal.

François HERTEL

## La doctrine et les antécédents bolchévistes devant la politique de demain

Henri VIII, en train de se remarier une troisième fois, lassé des femmes de son pays, fit entreprendre des investigations en terres étrangères. Après des tergiversations, des enquêtes et des négociations difficiles, son choix se fixa sur Anne de Clèves. Il la rêvait belle et séduisante. Son envoyé spécial Fitzwilliam confirmait ses espérances. Il s'était même procuré un portrait de la future reine peint par Holbein. Les artistes qui dessinent la figure des grands, insinue Henri-Robert, sont forcément flatteurs. Oh! il y avait bien quelques traits qui n'étaient pas des plus charmants; mais le monarque, homme d'expérience, ne s'arrêtait pas à des détails, à des vétilles. Des conseillers voulaient aussi calmer l'enthousiasme de leur maître. Peine perdue, le prince épouseur maintenait sa décision, il ne changeait jamais d'idée avant d'avoir convolé en justes noces. Il attendait avec impatience l'arrivée de sa promise. Hélas! à la première rencontre, déception des déceptions, il découvrit qu'il avait été horriblement trompé. Loin d'être un modèle de beauté, Anne de Clèves était un parangon de laideur. Malgré ses répugnances, le roi fut contraint de respecter son engagement, et le mariage eut lieu. Ainsi le voulait la politique du temps.

De nos jours, la diplomatie a ses exigences et ses prétentions qui ne sont ni plus justes ni mieux

fondées. Il ne s'agit point de critiquer une entente militaire ou des conventions purement économiques. Mais lorsque les protagonistes de l'alliance avec la Russie la poussent à un tel point qu'ils nous incitent à recevoir chez nous avec bienveillance les enseignements pervers du marxisme-léninisme, il faut leur opposer un refus catégorique, car cette alliance doctrinale ne saurait avoir de meilleurs résultats que la quatrième alliance matrimoniale d'Henri VIII.

Méfions-nous des rapports controuvés, des promesses fallacieuses, des exposés théoriques sommaires et illusoire. A beau mentir qui vient de loin. La laideur morale, comme la laideur physique, ne se constate bien que de près. Voyons donc de près quelques aspects de la doctrine bolcheviste, notamment celui de sa notion de l'État.

La première question que l'on est en droit de se demander à ce sujet, est dans quelle estime les bolchevistes tiennent l'État ? Pour eux, est-il essentiel à la société ? Celle-ci en a-t-elle un besoin absolu, ou peut-elle s'en dispenser facilement ?

Au point de vue théorique, ou plus exactement suivant le but ultime qu'ils poursuivent, les marxistes sont des statoclastes, et d'après leur conception, l'État sera tout à fait inutile quand le communisme sera réalisé. Engels nous donne la synthèse de la doctrine officielle à ce propos. « Le prolétariat, enseigne-t-il, s'empare du pouvoir et il commence par convertir les moyens de production en propriété d'État. Mais par ce fait il se supprime lui-même en tant que prolétariat ; par là il anéantit toutes les distinctions de classes et toutes les

oppositions, et du même coup l'État.» Puis il conclut: « L'État n'est pas aboli, il s'éteint, il meurt ». <sup>1</sup>

Tout se passe en douceur, on n'a qu'à saisir les instruments, les engins de production, les machines, les usines, et l'on arrive sans encombre au bonheur parfait du communisme. Si Lénine indique une transition où il faudra chasser les détenteurs capitalistes, il croit fermement à cette disparition totale d'une puissance gouvernementale en fin de compte. « Par le simple fait, confirme-t-il, qu'il sera libéré de l'esclavage capitaliste, le peuple s'habitue à obéir aux règles élémentaires de la vie socialiste . . . Il s'entraînera à suivre ces règles sans violence, sans contrainte, sans sujétion, sans l'organisation spéciale de compulsion que l'on appelle l'État. » <sup>2</sup>

Toujours la même vision béatifique, le même tableau idyllique de l'accord ininterrompu des humains, sans ombre et sans nuage, coulant des jours heureux une fois libérés de la tutelle, du joug déprimant de l'État, de ses organismes d'ordre et de discipline. On sent qu'il s'agit de stimuler la foi « des hésitants et des timorés », d'encourager les faibles, d'allécher ceux qui ne croient pas encore aux principes de cette nouvelle religion matérialiste, à ce ciel, non pas dans les espaces éthérés ou dans l'au-delà, mais ici-bas, sur la terre même, tout à la portée de la main pour ainsi dire, où

---

<sup>1</sup> Cité par Jean Jacoby, *le Front populaire en France*, Paris, Libertés françaises, 1937, pp. 64 et 65.

<sup>2</sup> Cf. Sherwood Eddy, *Challenge of Russia*, New York, Farrar & Rinehart, 1931, pp. 154 et 155.

« chacun travaillera sans effort selon ses capacités et pigera au tas commun selon ses besoins ». Du premier jusqu'au dernier apôtre du communisme, partout et sans cesse on expose les mêmes promesses, les mêmes images mirobolantes de la vie future quand on aura établi ce règne bienfaisant, ces « règles élémentaires » si commodes et si complaisantes.

Les œuvres colossales de Marx, d'Engels et de Lénine ne se trouvent point à la disposition de tous, et rares sont ceux qui s'astreindraient à lire ces livres fastidieux et compliqués comme à dessein. Il fallait bien, toutefois, que cet avant-goût paradisiaque fût répandu aux quatre coins de l'univers. Aussi le pouvoir soviétique, aux fins de vulgarisation et de propagande, a-t-il publié a des millions et des millions d'exemplaires, traduit dans presque toutes les langues et distribué dans le monde entier, l'*ABC du Communisme*, dont les auteurs sont N. Boukharine et E. Preobrajensky. L'avantage de ce *vade-mecum* pour ce qui nous concerne présentement, c'est qu'il expose peut-être encore plus clairement l'illusion et le mirage du terme final du marxisme. « Comme chacun, dès son enfance, dit cet *ABC*, étant habitué au travail en commun, comprendra que ce travail est nécessaire et que la vie est bien plus facile lorsque tout marche d'après un plan, on travaillera tous d'après les indications de ces bureaux et offices. Plus besoin de ministres spéciaux, ni de polices, ni de prisons, ni de lois, ni de décrets, ni de rien. De même que les musiciens, dans un orchestre, suivent le bâton du chef et se règlent sur lui, de

même les hommes suivront les tableaux de statistiques et y conformeront leur travail.»<sup>1</sup>

Nous sommes donc plongés en plein délice de l'amorphisme tant rêvé et préconisé par Bakounine, père de l'anarchisme moderne, qui souhaitait l'anéantissement des principales institutions sociales actuelles, des églises, des universités, des palais de justice, etc., pour soustraire l'homme à leurs entraves et le laisser libre de suivre sans frein ses caprices et ses passions. Ainsi se rejoignent les deux utopies de l'amorphisme anarchique et de la « phase supérieure » du collectivisme marxiste.

Nous croyions, d'après la Bible, que l'homme avait été chassé du paradis terrestre. Erreur profonde, d'après les données de "Das Kapital": nous nous dirigerions vers ce lieu de bonheur infini par le seul perfectionnement de nos conditions matérielles. Voilà le beau côté de cette eschatologie, le visage agréable que l'on montre à tout venant. Mais, Janus de notre temps, le marxisme a une autre figure, horrible et terrifiante, que l'on n'expose qu'aux initiés, aux forts, aux « durs », comme dirait Lénine. Soulevons un coin du voile pour regarder cette autre face de la médaille. Point n'est besoin d'entrer dans la pratique bolcheviste. La doctrine est assez révélatrice; elle n'est pas si naïve qu'elle soutienne que le passage de la société bourgeoise à la société communiste se fera sans à-coups et sans heurts, comme semble l'indiquer la citation d'Engels.

---

<sup>1</sup> Cf. N. Boukharine et E. Preobrajensky, *ABC du Communisme*, Librairie de l'Humanité, 1923, p. 72.

De fait Karl Marx lui-même, quand il traite de ce sujet en particulier dans *l'Allemagne en 1848*, observe crûment: « Les ouvriers auront à traverser quinze, vingt, cinquante années de guerre civile et de batailles internationales, non seulement pour changer les rapports existants, mais aussi pour les transformer eux-mêmes et se rendre aptes à la domination politique ». <sup>1</sup>

Du coup le masque tombe, et c'est moins charmant. Jean Jacoby qui cite ce texte conclut fort à propos: « Ceux qui espèrent trouver dans l'avènement du Front populaire au moins une nouvelle ère de paix devraient méditer ces paroles de Marx: ce qui les attend, c'est cinquante années de guerre civile et de batailles internationales et ceci dans l'unique dessein d'éduquer la classe ouvrière ». La même perspective nous est réservée si nous nous fions aux beaux discours que débitent chez nous les tenants du marxisme dans l'intention de nous jeter à notre tour, pour une période indéterminée et indéterminable, dans des bouleversements sociaux, des luttes fratricides et des guerres universelles, sans pouvoir prévoir, d'aucune manière, quelle en sera la fin.

Pour une période indéterminée et indéterminable, évidemment, car les quinze, vingt ou cinquante années que mentionne le champion du socialisme scientifique, ne sont que des chiffres échappés au hasard. Nous qui restons plus que sceptiques devant les avancés d'une abjecte idéologie, nous demandons plus, beaucoup plus de

---

<sup>1</sup> Cf. Jean Jacoby, *op. cit.*, pp. 67 et 68.

précision. Assurément nous ne sommes pas les premiers à vouloir sortir de ce vague angoissant ; la question a depuis longtemps été posée à Lénine qui n'a pu que répondre : « Nous ne savons pas, » « car cette transformation qui sera le passage du socialisme au communisme, se fera au rythme des progrès de la conscience humaine et rien ne permet de le prévoir ». <sup>1</sup>

Point d'éclaircissement possible, et nous sommes moins avancés que jamais. A en juger d'après ce qui se passe en URSS, cette transformation sera très, très lente. La conscience humaine est on ne peut plus revêche à progresser suivant les désirs des Soviets, puisqu'il faut pour la dompter un système policier d'une rigueur telle que le monde n'en a pas connu de semblable auparavant, et puisque, à titre d'exemple, pour le plus petit vol de la propriété collective le délinquant est punissable de la peine de mort !

Pourtant le meilleur exégète et commentateur de Karl Marx, Lénine, s'il n'a pu mieux se renseigner, aurait dû au moins hésiter avant de tenter une expérience sanguinaire sans en connaître au juste le terme. Au contraire, les yeux fermés, tête baissée, ce praticien par excellence du marxisme a lancé la pauvre Russie dans l'anarchie et il y a fait périr des millions et des millions d'êtres humains par la famine, par le fer et par le feu.

Triste observation, il savait ce qu'il risquait ; il n'ignorait certes pas l'avertissement de Karl

---

<sup>1</sup> Cf. André Ribard, *le Peuple au pouvoir*, Paris, Éditions Sociales Internationales, 1936, p. 227.

Marx. L'avait-il oublié dans le délire du grand soir, lors de la prise du pouvoir, quand, saisi de vertige, il s'est écrié en allemand: *Es schwindelt* — la tête me tourne! Son étourdissement durait-il encore au moment de tenter son expérience de la plus grande envergure de socialisation à outrance, au moment de commencer la première phase, « la phase inférieure » de la bolchevisation? Si oui, ses plus proches et ses plus fidèles collaborateurs étaient là pour le faire revenir à lui et lui rafraîchir la mémoire, et, de fait, sur le point de quitter le champ de la théorie pure, de l'idéologie, pour entrer dans celui de la réalité, sentant venir le cataclysme épouvantable qui allait s'ensuivre, ils ne manquèrent point de conjurer le dictateur rouge d'arrêter, de remettre au moins à plus tard son expérimentation sociale par trop osée, par trop périlleuse. Lénine a-t-il écouté ses amis, a-t-il obtempéré à leurs instantes prières? Pas du tout: il s'est contenté de leur répondre froidement: « La Russie n'a pas d'importance, elle est le tremplin de la révolution mondiale ». <sup>1</sup>

Puis il a plongé la Russie dans le trou noir et béant du terrible inconnu. Dépourvu de pitié, de vergogne, du sens humanitaire le plus élémentaire, il l'a livrée à une boucherie sans nom, il a allumé l'incendie autour de ce vaste pays. Du haut des balcons et des tréteaux, partout il criait aux quatre vents du ciel: « Pillez, volez » pour liquider au plus tôt la bourgeoisie des villes et des campa-

---

<sup>1</sup> Cf. Eugène Dévaud, *la Pédagogie scolaire en Russie soviétique*, Paris, Desclée de Brouwer, 1932, p. 11.

gues. Dans le chaos, dans la dislocation générale, la production fut presque anéantie, la nation se saigna à blanc. La conscience tranquille, le cœur en paix, il murmurait simplement, en guise de consolation et pour calmer ses partenaires: « Que quatre-vingt-dix pour cent du peuple russe périssent, pourvu que le reste vive jusqu'à la révolution mondiale ». <sup>2</sup>

Peut-on concevoir un pareil cynisme, une telle « cécité morale » ? Certes la morale de Lénine était plus que simpliste, elle était nulle, étant celle du *Catéchisme du Révolutionnaire*: « Tout est moral qui favorise la révolution, tout est immoral qui en éloigne ». Ce premier principe de l'extrémisme, de l'amoralité révolutionnaire absolue, il le traduisait souvent sous une forme ou sous une autre; il en faisait la règle de toutes ses pensées et de toutes ses actions. Rien de surprenant qu'il ait considéré la Russie comme un vaste laboratoire, et les cent cinquante millions de Russes comme de vulgaires cobayes.

Toutefois la Sovdépïe, exsangue et pantelante, finit par avoir un sursaut. Elle en avait assez de la vivisection léniniste. Les marins de Cronstadt, les premiers soutiens de la révolution d'octobre, se mirent à gronder; les moujiks, fatigués des réquisitions qui leur enlevaient leurs denrées sans compensation, firent non pas la grève sur le tas, mais la grève des bras croisés, et leurs champs restèrent sans culture. Ils ne voulaient pas travailler uniquement pour la « cause » au mépris de

---

<sup>2</sup> Cf. Marc Vichniac, *Lénine*, Paris, Librairie Armand Colin, 1932, p. 233.

leurs besoins et de leurs intérêts légitimes. Les terriens ont ainsi le moyen, par leur inertie, de ramener au bon sens les gouvernants obtus. Lénine dut se rendre à l'évidence, il avait abouti au plus complet fiasco industriel, agricole et financier. Acculé au mur, embourbé jusqu'au cou pour avoir appliqué ses théories égalitaires et subversives, le tsar en casquette se fendit d'une magnifique déclaration.

« Il faut revenir en arrière, battre en retraite, dit-il . . . Le commerce par voie d'échange n'a pas réussi. Le marché privé a été plus fort que nous . . . Reculons pour reprendre l'offensive. Reconnaissons nos fautes; chacun de nous doit avouer que nous avons commis des erreurs dans la politique économique. Nous en sommes arrivés à un recul, non seulement vers le capitalisme d'État, mais vers la réglementation du commerce, vers la reconnaissance de l'argent . . . Il faut donc regarder le péril en face, et ne pas cacher à la masse ouvrière notre marche en arrière.»<sup>1</sup>

Ce fut l'instauration de la nouvelle politique économique de Lénine, de sa fameuse NEP, qui accordait de la liberté au petit commerce, à la petite industrie et à l'agriculture. Ce n'était point la perfection parce que cette liberté était paralysée par de nombreuses restrictions. Ce fut tout de même assez pour voir la Russie reprendre haleine, se réveiller de sa torpeur et prendre goût à la vie, preuve indéniable de l'insuffisance, de l'incapacité

---

<sup>1</sup> Cf. Édouard Herriot, *la Russie nouvelle*, Paris, J. Ferenczi & Fils, pp. 59 et 60.

de la doctrine marxiste appliquée intégralement et brutalement à l'administration politique et économique d'un pays, et de la nécessité de revenir à un régime plus sain, qui respecte l'initiative et l'intérêt individuels.

Cependant, cette démonstration objective, claire et saisissante, ne serait point ce qui attire surtout l'attention de certaines personnes naïves ou de mauvaise foi. Non, ce qui les frappe, ce serait plutôt la sincérité entière et catégorique de l'aveu de Lénine. Elles s'exclament d'enthousiasme et se pâment devant cette franchise. Quand nous les entendons, nous ne pouvons nous empêcher de penser au chirurgien qui dirait à son patient: « En voulant vous enlever les amygdales, j'ai décidé de faire une expérience, je vous ai tranché la veine jugulaire. Excusez-moi. Monsieur le mourant, mourez maintenant, si le cœur vous en dit; en attendant, je vais me reposer pour mieux recommencer la même expérience sur votre épouse ou sur votre fils! ».

A tout péché miséricorde, soit. Mais le pardon d'une faute, surtout de l'étendue de celle de Lénine, qui entraîne la mort de millions d'êtres humains et des souffrances inouïes à toute une immense population, exige d'abord et pour le moins le ferme propos de ne plus recommencer. Or, la retraite de la NEP, selon cet aveu, n'est pas définitive. Ne l'oublions pas, soulignons-le, comme l'affirme ouvertement Lénine, c'est un recul pour mieux reprendre l'offensive, l'offensive étatisante à l'extrême. A maintes reprises, il insiste sur ce

point.<sup>1</sup> Il dit tantôt : « Nous reculons pour prendre élan et faire un grand saut en avant », et tantôt : « Nous avons reculé . . . pour recommencer après le recul une offensive des plus opiniâtres » vers la socialisation jusqu'au bout. Non, il n'a pas la contrition parfaite ; obnubilé, médusé par son idée fixe, l'idéologue marxiste, malade de « l'hypertrophie de la certitude », est inapte à se repentir comme à profiter de l'expérience grossière archiévidente.<sup>2</sup>

D'ailleurs son recul n'est pas si complet ; malgré sa retraite, comme il le signale à ses camarades orthodoxes, qui redoutent une recrudescence du capitalisme à la suite des concessions de la NEP, il s'est conservé trois « hauteurs dominantes » : la nationalisation de la grande industrie, la nationalisation des transports et la nationalisation du commerce extérieur. Il renchérisait en remarquant qu'il avait gardé une « quatrième hauteur », la plus sûre et la plus redoutable : la Tcheka.<sup>3</sup>

Avec cette « quatrième hauteur », les marxistes, contempteurs de l'État en principe, puisqu'ils se proposent de le détruire finalement, deviendront en pratique des stotolâtres du pire acabit. Ils parviendront à rafermir, à renforcer l'État jusqu'à en faire non seulement l'État-patron omniarque,

<sup>1</sup> Cf. J. Staline, *Discours sur le Plan quinquennal*, Paris, Librairie Valois, 1930, p. 133 ; Victor Boret, *le Paradis infernal*, Paris, Librairie Aristide Quillet, 1933, pp. 226 et 227 ; F. J. P. Veale, *le Règne de Lénine*, Paris, Payot, 1932, p. 279 ; et J. Staline, *Doctrine de l'URSS*, Paris, Flammarion, 1938, p. 144.

<sup>2</sup> Cf. G. Welter, *Histoire de la Russie communiste*, Paris, Payot, 1935, p. 145.

<sup>3</sup> Cf. Pierre Chasles, *la Vie de Lénine*, Paris, Plon, 1929, p. 224.

mais encore l'État-gendarme omniprésent et omnipotent. Armé de cette « organisation spéciale de compulsion », il appartiendra à Staline de recommencer la marche en avant, et il se remettra à l'offensive à plusieurs reprises. Comme son prédécesseur, il devra chaque fois accorder de nouvelles concessions à l'esprit capitaliste, et souvent même à l'esprit capitaliste du plus mauvais aloi. Il ira jusqu'à traiter les ouvriers comme des écoliers: il mettra des oreilles d'âne à ceux qu'il estime paresseux, il établira pour les stigmatiser l'ordre de la tortue ou du chameau. Il y aura néo-NEP sur néo-NEP, dès que l'on voudra pousser de l'avant dans le domaine de l'étatisation à outrance.

Seulement Staline, lui, ne prend pas des airs de chattemite humiliée, il ne profère pas d'aveux à chaque virage en U qu'il est forcé d'accomplir dans sa politique économique. Sa façon a lui est de s'en prendre à l'égalitarisme qu'il attaque à fond de train dans des discours à sensation. A l'entendre son seul but serait de détruire les classes. Mais il n'est pas plus heureux dans la poursuite de ses intentions. Dans la patrie du socialisme, il y a entre autres la noblesse des chefs de l'industrie, des techniciens et des ouvriers experts aux salaires cossus, les seigneurs de la police d'État aux privilèges princiers, l'aristocratie des fonctionnaires, et la masse énorme des prolétaires, gens pelés, gens galeux qui donnent tous leurs biens aux favoris du régime.

Peu important les égarements et les replis stratégiques, Staline ne se décourage pas. Il est vrai que le grand mérite de la patience ne lui

revient pas. Bien gardé, bien nanti dans sa tour du Kremlin, il demeure ferme, imperturbable. Quoi de plus tenace que cette mentalité de visionnaire illuminé par le matérialisme dialectique. Lénine avait affirmé: « Il faudra essayer non pas dix fois, mais cent fois ». L'homme de fer répète la même phrase et entend s'y conformer. Il s'entête, mais il a beau s'entêter, le bon sens a sa revanche et l'utopie sa sanction. Chose renversante, la Soviétie, qui pose au pays le plus socialisé, est aussi celui où l'on met le plus en pratique les salaires payés aux pièces, système de pression tant décrié depuis plus de soixante ans par les marxistes à la suite de Karl Marx qui n'avait que du mépris pour ce procédé qualifié d'inhumain, et où un néo-taylorisme, le stakhanovisme, est en vigueur plus que jamais et nulle part le capitalisme n'aurait osé imposer son taylorisme mitigé en comparaison. Ce patron-État, le gouvernement soviétique, maître de sa législation, n'y va pas de main morte: il ne souffre aucune organisation indépendante et aucune norme qui puissent protéger les ouvriers contre ses exigences tyranniques. La dictature du prolétariat, que dis-je, la dictature sur le dos du prolétariat, par son industrialisation excessive, par ses quinquenniums, par sa collectivisation des campagnes qu'elle veut prolétarianiser dans ses kolkhoz et ses sovkhos, pressure le peuple et le réduit à la plus petite des portions congrues, afin de se procurer de la sorte les moyens d'atteindre son objectif primordial, la conquête et la domination universelle par la révolution mondiale.

Pour nous qui songeons à la politique de demain, voilà ce qu'il ne faut point perdre de vue. Les bolchevistes sont d'abord et uniquement des théoriciens et des praticiens de la révolution mondiale. Répétons cette expression, révolution mondiale, elle ne résonnera jamais trop à nos oreilles pour nous avertir de nous tenir sur nos gardes. La Russie seule n'est pas en jeu, le monde entier est menacé. Le maître actuel du Kremlin nous en informe lui-même quand il écrit dans sa *Doctrine de l'URSS* (page 92) : « La théorie de la dictature du prolétariat n'est pas une théorie purement « russe », mais une théorie obligatoire pour tous les pays. Le bolchevisme n'est pas seulement un phénomène russe. Le bolchevisme, dit Lénine, est un modèle tactique pour tous ».

Les deux compères s'accordent et, dans leur conception comme dans l'opinion de leurs adeptes, notre beau pays, le Canada, n'est pas une exception, à en croire la propagande orale ou imprimée qui s'y mène et s'y développe. Tenons-nous-le pour dit, l'Internationale communiste nous regarde d'un œil d'envie. Elle cherche à profiter ici comme ailleurs des bévues et des faiblesses; elle ne désire point nous ménager un meilleur sort. Allons-nous livrer au Moloch rouge, aux vivisecteurs de Moscou, quatre-vingt-dix pour cent de nos concitoyens et même plus, car, pensons-y bien, nous n'avons pas l'entraînement ancestral au collectivisme que la Russie avait déjà avant 1917? Allons-nous nous présenter gracieusement, victimes passives, ignares ou bénévoles, pour être foulés aux pieds des sbires du Guépéou, et fournir un autre tremplin à

la révolution mondiale ? Dieu merci, nous connaissons le martyr de la Russie, les odieuses persécutions de la Hongrie sous Bela Kun, et de l'Espagne torturée, déchirée et grillée sous Negrin et Caballero.

Si nous avons besoin de quelques réformes dans notre régime économique, politique et social nous ne les demanderons pas certainement au Narkomindel, ministère officiel des Affaires étrangères de l'URSS, ni au Komintern, ministère hypocrite et sournois du même gouvernement pour corrompre et désagréger les affaires intérieures des autres pays. Nos améliorations, nous savons où les trouver, et ce n'est pas en d'autre endroit que dans l'Évangile, dans les encycliques des papes, dans les enseignements de l'Église et dans la saine sociologie chrétienne. Nous avons horreur des blasphèmes des marxistes, des léninistes et des stalinistes qui profèrent partout et gravent sur les murs ou les monuments les plus en vue que « la religion est un opium » ou « une mauvaise vodka pour le peuple ». Nous sommes révoltés devant leur dialectique grossière, leur athéisme militant qui ne voit dans l'homme que vile matière, quand nous avons la plus haute considération de la personnalité humaine, de l'âme humaine, de sa spiritualité et de sa sublime destinée. Au lieu de soudoyer des animosités et des rivalités de classes implacables et destructives, nous sommes convaincus que les classes diverses sont essentielles au bon fonctionnement de l'ordre public et privé; elles ne doivent pas s'opposer les unes aux autres et se combattre sans merci; cadres indispensables à la communauté

humaine, elles doivent persister parce qu'elles ont la mission, par l'harmonie et la bonne entente, de la rendre possible, viable et agréable.

Le dogme sacré du communisme est la haine et la rage, le grand précepte du chrétien est la charité et l'amour. Le jugement de Pie XI, dans *Divini Redemptoris*, demeure définitif et obligatoire pour tous, pour le plus humble des fidèles, comme pour le plus fin diplomate ou le plus puissant politique : « Le communisme est intrinsèquement pervers et l'on ne peut admettre sur aucun terrain la collaboration avec lui de la part de quiconque veut sauver la civilisation chrétienne ».

Damien JASMIN,

Docteur en philosophie et en droit.

BIBLIOGRAPHIE: Pour la rédaction de cet article, les ouvrages suivants ont été, entre autres, consultés: G. Demiéville, *le Communisme*, Paris, Victor Attinger, 1936; C. Malaparte, *Technique du Coup d'État*, Paris, Bernard Grasset; Fernand Grenard, *la Révolution russe*, Paris, Armand Colin, 1933; N. Boukharine et E. Preobrakensky, *ABC du Communisme*, Librairie de l'Humanité, 1923; Boris Souvarine, *Staline*, Paris, Plon, 1935; G. Welter, *Histoire de la Russie communiste*, Paris, Payot, 1935; Louis Fischer, *les Soviets dans les Affaires mondiales*, Paris, Gallimard, 1933; Nicolas Berdiaeff, *Un nouveau Moyen Age*, Paris, Plon; Pierre Chasles, *la Vie de Lénine*, Paris, Plon, 1939; Gustave Gautherot, *le Monde communiste*, Paris, Spes, 1927; Henry Rollin, *la Révolution russe*, T. I *les Soviets* et T. II *le Parti bolcheviste*, Paris, Delagrave, 1931; F. J. P. Veale, *le Règne de Lénine*, Paris, Payot, 1939; A. de Goulevitch, *Tsarisme et Révolution*, Paris, Librairie de la Revue française, 1931; Émile Schreider, *Comment on vit en URSS*, Paris, Plon, 1931; Briantchaninoff, *Ni Europe, ni Asie, la Russie est la Russie*, Paris, Éditions Victor Attinger, 1930; George Solomon, *Parmi les Maîtres rouges*, Paris, Spes, 1930; Boris Bajanov, *Avec Staline au Kremlin*, Paris, Éditions de France, 1930; Victor Boret, *le Paradis infernal*, Paris, Aristide Quillet, 1933; J. Staline, *URSS, bilan 1934*.

Paris, Denoël et Steele, 1934; Marc Vichniac, *Lénine*, Paris, Armand Colin, 1932; P. Hubster, S.J., *le Christ devant la Cité communiste*, Paris, Spes, 1937; J. Staline, *Doctrine de l'URSS*, Paris, Flammarion, 1938; Jean Jacoby, *le Front populaire en France*, Paris, Les Libertés françaises, 1937; Hélène Iswolsky, *la Vie de Bakounine*, Paris, Librairie Gallimard, 1930; R. P. Goulet, *Communisme et Catholicisme*, Paris, Spes, 1937; Emile Ludwig, *Staline*, New York, Les Éditions de la Maison française, 1942; Jacques Bainville, *la Russie et la Barrière de l'Est*, Paris, Plon, 1937; Louis Baudin, *l'Utopie soviétique*, Paris, Librairie Sirey, 1937.

## *La Laurentienne*

Compagnie d'assurance-vie

**Pour vous servir en assurance-vie**

<b>T. BEAUDOIN</b> , 460 est, rue Notre-Dame.	HA. 4500
<b>LUC BEAUREGARD</b> , 4052, rue Cartier.	AM. 7779
<b>LUCIEN BELAIR</b> , 1472, rue Bourbonnière.	FR. 9701
<b>PAUL CHARLEBOIS</b> , 633, rue Jarry.	DU. 6982
<b>PAUL DAVIAU</b> , 915, rue Rachel	AM. 9660
<b>J.-A. LAPALME</b> , 5417, rue Jeanne d'Arc.	CL. 6491
<b>JEAN-PAUL LEGAULT</b> , 37, rue Cartier, Pte-Claire.	Pte-C. 591
<b>J.-F. MARISSEAU</b> , 3756, rue Mentana.	FR. 0875
<b>GUY MELANÇON</b> , Notaire, 28, rue St-Germain, Ville St-Laurent.	BY. 2603
<b>LEOPOLD PHARAND</b> , Notaire, St-Polycarpe, Co. Soulanges.	
<b>PAUL-EMILE ROBERT</b> , 2112, rue Cartier.	AM. 7392
<b>MICHEL-E. ROBILLARD</b> , Notaire, 6599, rue Molson.	TA. 1237

**PAUL CUERTIN, Gérant**  
Division Montréal-Cartier

**934 est, rue Ste-Catherine**

**PL. 6700**

## Le communisme et le monde économique de demain

Déjà, avant guerre, les réalisations économiques du communisme russe attiraient l'attention du monde. Dans tous les grands pays alliés, des intellectuels, des politiques, des fonctionnaires socialisants se penchaient sur cette expérience et y cherchaient des leçons; même s'ils réprouvaient l'idéologie communiste dans ce que sa teneur philosophique a d'ébouriffé, ils sympathisaient avec le matérialisme pratique qu'elle veut servir aussi bien que l'américanisme de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et du début du XX<sup>e</sup> . . . mais en y mettant officiellement une générosité sociale dont l'autre affectait de se désintéresser. La résistance russe à l'invasion allemande est venue donner du panache à tout cela.

Même ceux qui, sans être spécialement avertis de ces questions, attachent plus d'importance aux forces spirituelles qu'aux forces matérielles, sont frappés de ce que le communisme semble tenir ses promesses d'établir le règne d'un spiritualisme matérialiste, de réaliser la rédemption de l'humanité par le bien-être économique. Aurait-il réussi sa gageure et ses succès économiques expliqueraient-ils la tenue morale du peuple russe devant l'invasion? On est d'autant plus tenté de le croire que presque tout le monde est d'accord pour attribuer au désordre économique les grandes faiblesses qui se sont révélées dans le moral des peuples dits démocratiques et qu'on travaille à

redresser depuis trois ans justement par l'ouverture de portes sur l'aurore d'un nouveau monde économique.

Ainsi le communisme, servi par les circonstances — nous verrons qu'il ne s'agit pas d'autre chose —, se dresse maintenant devant le Christ, se prévalant lui aussi d'un miracle, ce que tout le monde appelle le miracle russe, et lui crie: « Moi aussi j'apporte au monde une doctrine de salut. Et une doctrine plus pratique que la tienne. Celle du paradis sur terre! » Sans faire le parallèle aussi crûment, parce que leur conscience le leur interdit, beaucoup de catholiques — même clercs — sont tentés et posent le problème en des termes qui conduiraient fatalement aux mêmes conclusions. Ils voudraient utiliser les solutions économiques et sociales communistes sans en prendre la philosophie — comme si les réalisations d'une doctrine se séparaient des idées qui les inspirent. Dieu *ou* Mammon, a dit le Christ. Il faut choisir!

On s'imagine que les sympathisants d'avant-guerre, socialistes de toutes nuances qui ne diffèrent du communisme que sur des questions de détails théoriques ou de méthodes, profitent des circonstances pour monnayer leurs idées, en réaliser immédiatement tout ce qu'ils en peuvent réaliser à la faveur de la guerre, selon leur situation, et essayer de convaincre le monde que le socialisme ou le communisme constituent bien la formule économique du monde de demain. Leur travail leur est d'autant plus facilité que le ton de la propagande alliée — quand celle-ci n'est pas faite ou inspirée par des socialisants (ce qui est de

fréquente occurrence) — est à l'exaltation de la Russie, parce qu'on a décidé, pour des motifs politiques, de pratiquer à son égard une politique d'apaisement à tout prix.

Et devant tout cela, l'homme de la rue se pose des questions. En fin de compte, se dit-il, le communisme, ce n'est pas si malin que cela. Et ça donne des résultats! Ceux qui prétendaient que rien ne se faisait en Russie se sont tout de même trompés. De là à dire: « Si on essayait cela . . . », il n'y a qu'un pas. Même si on est catholique, on trouvera toujours à s'appuyer sur des pseudo-philosophes, qui font des distinctions entre la philosophie communiste et le communisme économique.

De sorte qu'il est devenu nécessaire, pour éloigner cette tentation, de voir bien clairement en quoi consiste ce « miracle russe ». De mesurer exactement ce que sont ces réalisations économiques extraordinaires. De voir si elles prouvent que le communisme, dans sa partie économique, est bien la solution qui convient au monde de demain, tel que nous le voulons.

### Le miracle russe

Et d'abord, peut-on considérer que la résistance russe est un miracle communiste? Est-elle attribuable à la valeur morale, fut-ce une valeur de fanatisme, du communisme ou à l'attachement qu'il a su créer à son égard par ses réalisations, principalement économiques, puisque l'économique est à la base de tout le système. Il serait peut-être sot de nier que la ferveur communiste

puisse jouer là son rôle. D'abord, il est indiscutable que le communisme a *officiellement* à son crédit, en *Russie*, des réalisations économiques que nous aurons à apprécier et qui, comme nous le verrons, sont susceptibles d'émerveiller des Russes — pas des Canadiens bien renseignés. Mais l'examen des faits prouve sans conteste possible, à mon sens, que là n'est pas l'essentiel de la résistance actuelle. Avant de le montrer, je tiens toutefois à préciser que je ne veux nullement diminuer, en en discutant les particularités, la valeur et l'importance de cette résistance. Tout ce que je veux chercher ici c'est à en dégager le sens exact, en la montrant sous son vrai jour. Avant de sacrer telle doctrine ou telle nation moralement supérieure à telle autre, encore convient-il de se rendre bien compte des circonstances qui lui ont permis d'affirmer cette supériorité et de déterminer quelle part exacte y a prise le caractère même de la doctrine ou du peuple en cause.

Or, quand on parle de la résistance russe, il y a tout de même une chose qu'il ne faut pas oublier et qui ne dépend ni du communisme, ni de la valeur morale propre du peuple russe: c'est l'étendue de son territoire. Avec ses huit millions de milles carrés, on comprend que la Russie, indépendamment de tous les autres facteurs, puisse envisager une politique de résistance par la retraite d'un autre ordre de grandeur que la France, par exemple, qui n'en couvre que deux cent douze mille. En somme — la carte des avances allemandes le prouve —, si la Russie n'avait pas été

plus grande que la France, on ne parlerait pas plus aujourd'hui de résistance russe que de résistance française: tout eût été réglé dans l'été de 1941 en faveur de l'Allemagne. La chose est importante, car l'on sait que plus l'ennemi pénètre loin en territoire ennemi, plus sont compliqués ses problèmes d'organisation militaire, de ravitaillement, etc., et plus facile la contre-attaque. C'est cette carte-là que les Russes ont joué et non la carte de la véritable défense-offensive qui eût constitué la preuve définitive de valeur militaire et économique hors pair. Ils ont laissé les Allemands s'user d'eux-mêmes avant de les attaquer; ils ne les ont pas brisés par un déploiement de force égal. La même carte n'a rien valu pour les autres pays à cause justement de l'exiguïté de leur territoire: ils se sont trouvés hors de combat avant d'avoir pu s'aguerrir.

Il reste que les Russes ont fait mieux encore, en réussissant cela, pas que les autres nations attaquées par l'Allemagne — toute comparaison est impossible sur ce pied, parce qu'on ne peut savoir ce qui serait advenu si elles avaient joui du même territoire — mais mieux que ce à quoi on aurait pu s'attendre à écouter certaine propagande anti communiste. Serait-ce alors, se demande-t-on, l'idéal communiste qui leur a communiqué la force morale nécessaire pour tenir? Est-il besoin d'aller si loin? L'amour de la patrie n'a-t-il pas suffi? Cela explique suffisamment, ce me semble, quand on sait de quelle façon propre à provoquer l'indignation des Russes la Russie a été attaquée. On l'admet encore plus facilement

quand on sait que les deux pays qui allaient entrer en lutte sont séparés l'un de l'autre par la rivalité millénaire des Slaves et des Germains et par une longue tradition de guerres. On en est certain enfin quand on voit que ce à quoi Staline fait appel pour stimuler son peuple, ce n'est pas tant aux grandes réalisations du communisme qu'aux grandes traditions nationales du passé. Puis, il y a l'aide alliée, l'aide économique, sans laquelle la Russie n'aurait apparemment pu résister bien que, pourtant, contrairement aux nations démocratiques, elle ait consacré une grosse partie de son effort économique des vingt-cinq dernières années précisément à préparer une soi disant défense-offensive contre le monde capitaliste.

### Ce qu'est devenue la Russie économique sous le régime communiste

Il est indiscutable néanmoins que la Russie a fait de grands progrès économiques dans la période qui s'est écoulée de 1917 à 1940. Encore qu'il faille distinguer. En réalité, la période de 1917 à 1922 fut plutôt une période de destruction révolutionnaire, alors que les huit à dix ans qui suivirent, jusqu'autour de 1930, ont consisté à reconstruire ce qu'on avait détruit. Autour de 1930, il était déjà facile de constater une amélioration, sinon du niveau de vie, pour les raisons que nous signalerons ci-après, du moins de l'organisation économique par rapport à 1922. Mais par comparaison avec 1913, on en était tout juste à

peu près au même point: la Révolution avait mis quelque quinze ans à redonner au peuple russe, au point de vue économique, ce qu'elle lui avait fait perdre pour renverser le régime tsariste et aussi, nous le verrons, pour essayer d'appliquer le communisme.

Après 1930, les progrès se sont intensifiés. Les grandes constructions industrielles se multiplièrent, pendant que les grandes villes étaient modernisées. Des régions économiques nouvelles apparurent sur la carte du monde, sorties comme par miracle des steppes désertes. Les visiteurs impartiaux, tout en spécifiant qu'ils n'avaient guère pu voir que ce qu'on avait bien voulu leur montrer, et questionner que ceux qu'on les avait autorisés à questionner, croyaient discerner dans tout cela la preuve que la Russie s'annonçait rapidement comme l'une des grandes puissances industrielles . . . à condition, notait-on presque toujours, qu'elle parvienne à obtenir de sa main d'œuvre l'attention et le soin au travail qui assureraient des rendements comparables à ceux des grandes nations capitalistes. Et il semble qu'aux toutes dernières années précédant la guerre des progrès se faisaient sentir dans cette voie.

En soi, il n'y avait pas là de quoi étonner le monde: le capitaliste aussi a fait surgir la vie industrielle là où n'existait autrefois que la solitude. Ce qui a surtout frappé l'opinion publique, dans le cas de la Russie soviétique, c'est que ces progrès se sont produits pendant une période, précisément, où le reste du monde croupissait dans une crise dont on ne voyait pas très bien l'issue. En

Russie, au contraire, les chiffres de la production croissaient, chacune de ces années-là, à pas de géants et les dirigeants du pays en profitaient, à chaque anniversaire, pour couvrir de sarcasmes les dirigeants des nations « capitalistes ». D'où l'impression, aujourd'hui renforcée par la résistance russe, que ces développements se produisaient sans les inconvénients sociaux qu'ils entraînaient en régime capitaliste.

Pour avoir une idée juste de la situation, il faut d'abord comprendre qu'il est possible à une économie dirigée de supprimer le phénomène « crise » tel qu'il se présente en régime capitaliste; mais avant de s'emballer sur ce résultat il faut voir à quel prix on y est arrivé, et si les inconvénients sociaux qui en résultent, différents de ceux du capitalisme, ne sont pas plus graves. Or comme les réussites russes se sont faites au coût de millions de vies humaines, mortes par la faim ou le fer, et d'un régime de terreur d'où était absent tout respect de la personne humaine, on a tout de même de quoi hésiter avant de s'enthousiasmer devant un magnifique barrage ou usine.

Ensuite, il conviendrait de ne pas oublier, même si tout ce qui précède n'existait pas, que dix ans (car c'est à peu près tout ce qu'il y a eu de réels progrès en Russie), constitue une bien courte période pour juger d'une expérience dont la portée humaine et les conséquences matérielles s'annoncent comme de si grande envergure pour l'avenir de l'humanité. Et cela, même si ces dix années de progrès ont paru défier un monde économique ailleurs en pleine déconfiture, car on

commettrait une grave erreur en évaluant, selon le standard des grandes nations capitalistes, les mots « progrès », « élévation du standard de vie », « prospérité », etc., que l'on emploie pour marquer l'évolution de la vie économique en Russie. Malgré les grands progrès réalisés, l'efficacité de l'organisation économique, les revenus et le niveau de vie des travailleurs restaient considérablement en arrière de ce qu'ils étaient chez nous et se classaient toujours parmi les plus bas niveaux de vie d'Europe. Les Soviets sont arrivés au pouvoir en Russie au moment où ce pays faisait tout juste s'éveiller à la vie industrielle moderne. Travaillant dans le neuf, ils avaient beau jeu pour faire monter les chiffres de production avec rapidité, quelles que fussent par ailleurs les conditions économiques mondiales, exactement comme celles de nos industries les plus récentes et qui n'avaient pas encore exploité une part importante de leur marché ont continué, elles aussi, de faire des progrès à pas géants, en pleine crise. (Le pétrole est un exemple de ce type.)

Il n'y a donc pas à s'extasier plus que de raison sur les réussites économiques de la Russie soviétique. Ce régime n'a pas encore permis à ce pays d'atteindre au niveau économique que connaissent les grandes nations capitalistes depuis au moins cinquante ans. De plus, rien ne prouve qu'il y arrivera par les méthodes communistes; au contraire, ainsi que nous allons le voir. Que le Russe en ait été, lui, impressionné, c'est possible et compréhensible . . . comme le serait Champlain de notre organisation! Encore que cela ne soit pas

si sûr, si l'on en croit bien des témoignages, car le Russe sait, lui, ce que lui ont coûté les méthodes appliquées pour réaliser ces progrès.

### Quelle part le communisme a-t-il dans ces succès ?

Il serait vain par contre de prendre l'attitude du buté qui refuse de voir les faits et d'étudier les méthodes des autres. D'autant moins que les méthodes capitalistes sont loin de nous satisfaire toutes. Devant les succès relatifs obtenus par le communisme en Russie et à un moment de l'histoire qui constitue une croisée des chemins, il est légitime qu'on se pose la question de savoir si ces méthodes communistes ne nous apportent pas, même si elles n'ont pas fait toutes leurs preuves, la solution aux problèmes économiques du monde de demain.

La première démarche à faire, en l'occurrence, c'est d'abord de nous assurer s'il y a eu application des principes communistes en Russie et si c'est par leur intermédiaire qu'on a obtenu les résultats tant vantés, car il faut se méfier d'une illusion dans laquelle il serait vraiment trop bête de donner ! Il n'est pas rare, en effet, de voir un parti arriver au pouvoir avec un nom qui constitue en lui-même tout un programme, et qui, par une sage administration, rend célèbre ce programme, le plus souvent inapplicable, justement en ne l'appliquant pas. Le public est, en général, si peu curieux et si peu difficile !

En fait, il y a eu en Russie tentative d'application du communisme intégral. Mais la tentative a dû être abandonnée. Après trois ans, elle avait conduit le pays au bord de l'abîme. Faite à coup de matraque, elle a exigé des milliers et des milliers d'emprisonnements, d'exécutions et elle s'est finalement écroulée devant la résistance du paysan et la famine dont je vous ai parlé dans la livraison de mars de cette revue. Bilan: désorganisation totale du pays, 22 millions de morts en trois ans tant par la guerre, les exécutions que la famine. Cela n'est pas de nature à nous encourager à conduire le monde de demain dans cette voie.

Mais l'histoire ne s'arrête pas là. Avec l'obligation de reculer (NEP) s'est ouverte une deuxième étape, celle d'une réalisation graduelle du communisme qui a atteint son nouveau point culminant en 1930, avec la seconde famine qui emporta une dizaine de millions d'autres personnes. Elle s'est également caractérisée par le règne de la terreur, des prisons, des camps de concentration sibériens, des exécutions sommaires. En tout cas, si terrible qu'ait été cette deuxième période et l'hécatombe qui l'a close, elle a été marquée par des progrès — dont le peuple n'a guère profité parce qu'ils consistaient surtout en construction d'usines destinées à la fabrication d'outillage — mais qui pouvaient laisser présager un avenir intéressant. Seulement — et c'est un point d'une extrême importance à mon sens — si ces réalisations peuvent être attribuées à l'action énergique des chefs communistes du pays, elles ne le peuvent nullement être aux conceptions et

aux vertus du communisme. Elles ont été réalisées (à grand'peine — les témoignages sont nombreux à ce sujet — justement parce que le communisme ne stimulait pas la grande vertu de l'esprit de travail chez les ouvriers) sous la direction et selon les plans d'ingénieurs américains et anglo-canadiens, payés le gros prix et assurés d'avantages de vie spéciaux pour poursuivre leur travail. Tout cela, c'est tout de même de l'histoire! Il ne faut pas l'oublier quand on parle des réalisations communistes.

C'est alors que commence la troisième période, celle où les dirigeants soviétiques, ayant en mains une structure qui leur avait été mise debout par des techniciens capitalistes, vont essayer de la faire marcher et de la compléter avec leurs propres techniciens. Œuvre grandiose du point de vue économique et technique indiscutablement, que celle de cette industrialisation de toute pièce d'un pays encore hier moyen-âgeux, que cette tentative de rendre nationale dans sa direction une économie créée de toutes pièces par des étrangers. Elle était loin d'être réussie encore quand la guerre éclata. On peut croire qu'elle était en bonne voie. Seulement, pour cela, les dirigeants de la Russie soviétique ont dû et devaient graduellement abandonner les concepts et les méthodes communistes pour introduire partout les principes capitalistes d'organisation industrielle.

Cette évolution graduelle, et rapide en somme si l'on songe que la révolution communiste de Russie date de vingt-cinq ans seulement, du régime soviétique vers le capitalisme, alors que certains

bons esprits et aussi des propagandistes intéressés veulent nous convertir au communisme ou au socialisme comme à la grande solution des problèmes du capitalisme, cette évolution, dis-je, est l'un des faits les plus curieux de l'histoire contemporaine. Successivement, pour pouvoir régler leurs problèmes de production et de répartition des biens, les dirigeants soviétiques ont été obligés d'abandonner, à date, presque tout le programme communiste d'organisation économique, de revenir graduellement au régime monétaire, à la différenciation des salaires et aux méthodes de salaires à primes (si réprouvées par nos syndicats extrémistes en pays capitalistes), aux mécanismes libres du marché, au jeu de la loi de l'offre et de la demande, à celui de l'épargne individuelle et à l'intérêt, à la propriété privée des moyens de production et à l'héritage. La preuve est à peu près faite aujourd'hui que les problèmes se sont posés en économie communiste exactement de la même façon qu'en économie capitaliste, et le plus grave pour la doctrine communiste c'est qu'on n'a pas trouvé mieux, pour les résoudre, que de revenir aux méthodes capitalistes.<sup>1</sup> Appeler cela le triomphe du communisme et chercher un refuge dans cette doctrine pour la solution des problèmes économiques de demain n'est-ce pas alors un peu fort ?

Aujourd'hui, en effet, malgré sa réputation de pays communiste, la Russie a une organisation dont on peut se demander si elle va même aussi

---

<sup>1</sup> *L'Économie collectiviste*, par Robert Mossé.

loin que le programme qu'exposait l'autre jour, à l'Assemblée législative, M. René Chaloult ? Alors que celui-ci veut la propriété privée en principe, mais l'étatisme généralisé en pratique, la constitution de Staline déclare toujours que tous les moyens de production sont socialisés en principe, mais dans la pratique le champ de l'initiative privée s'est étendu chaque jour davantage et il n'y a plus guère que les quelques très grandes entreprises du pays qui soient dans ce cas, et aussi une partie de l'agriculture (sous forme coopérative, mais de coopératives obligatoires et dominées par le parti communiste.)<sup>1</sup> Petit à petit, pour obtenir le rendement nécessaire à la prospérité publique, il a fallu desserrer l'étreinte, admettre la formation de coopératives libres de production et de consommation; aussi, dans un grand nombre de domaines, l'entreprise privée ordinaire, car les entreprises gouvernementales, enterrées dans leurs paperasseries et l'indolence de leurs fonctionnaires, n'arrivaient plus à répondre aux besoins les plus élémentaires et les plus essentiels du public.<sup>2</sup>

---

<sup>1</sup> Hubbard, *Economics of Soviet Agriculture*.

<sup>2</sup> Petite histoire intéressante concernant une industrie tout à fait d'actualité chez nous. A la porte du *All-Union Electrification Trust* (entreprise d'État), l'affiche suivante apparut pendant des mois: « Veuillez frapper, la sonnerie électrique ne fonctionne pas ». Dans une autre entreprise du même genre, c'est l'horloge qui ne marchait pas. Du préposé à qui on demandait pourquoi, on recevait cette réponse accompagnée d'un geste de désespoir: « Il y a deux mois que le camarade président a ordonné de la faire réparer, mais ça ne sert de rien ». Voir sur tout cela: *Private rights in Russia*, *International Conciliation*, déc. 1941.

En somme, l'histoire économique de la Russie soviétique montre qu'après la faillite totale du communisme intégral, le communisme mitigé a dû graduellement évoluer vers le capitalisme au fur et à mesure qu'il a voulu élever le standard économique. Or, encore bien loin en arrière de pays comme l'Angleterre, les États-Unis et le Canada quant à la prospérité des masses, cette évolution a déjà amené la Russie à un point tel que son état présent ressemble sensiblement à ce que voudrait réaliser chez nous le parti C.C.F. Peut-on alors vraiment s'enthousiasmer pour une pareille expérience et la considérer comme définitive ? Ne peut-on pas se poser fort justement la question de savoir si pour passer de son niveau de prospérité d'avant-guerre à un niveau comparable au nôtre, la Russie ne devra pas finir par se libérer complètement de toute forme d'étatisme ? La question est fort pertinente et montre que c'est là une expérience qui n'a rien résolu.

De toute évidence, la solution aux problèmes économiques de demain, ce n'est pas en Russie qu'on la trouvera. Au prix de désastres sans nom et malgré un écrasement inouï de la personnalité humaine, elle n'est pas parvenue par sa centralisation et son planisme intégral à résoudre des problèmes économiques bien moins complexes que les nôtres ; il lui a fallu au contraire décentraliser, libérer des forces et des initiatives. En définitive, si l'on veut être un tenant du planisme, c'est encore bien plus en Allemagne qu'en Russie soviétique qu'on trouvera de grandes réalisations, ce qui prouve qu'un planisme à base de propriété

privée (car en Allemagne rien n'était vraiment étatisé — au contraire le régime national-socialiste avait remis aux particuliers ce qui était préalablement aux mains de l'État) vaut encore mieux qu'un planisme étatisé.

Mais, en réalité, c'est tout ce que cela prouve. Car ce que l'Allemagne a réussi par son planisme parce qu'il était ordonné non à la satisfaction des consommateurs allemands mais aux fins politiques de conquêtes de l'Allemagne, elle ne réussirait pas à le faire aussi bien pour des fins de paix. Ce n'est jamais par l'écrasement de la personne humaine qu'on pourra satisfaire la personne humaine, même dans sa recherche du matériel. Il faut pour cela un régime de liberté orientée, contenue pour l'empêcher de déborder les cadres légitimes, jamais un régime de suppression de la liberté, comme le postule fatalement toute forme d'économie dirigée; il est indispensable pour cela d'avoir un système de production basé sur l'encouragement à l'effort par des moyens appropriés, jamais un système économique fondé sur le fonctionnarisme, les distributions monétaires ou des accès de fausse sécurité sociale. En somme, la solution ne saurait être ni dans la rigidité, ni dans la facilité, mais dans la souplesse et la complexité d'une organisation où la concurrence de forces multiples garantira à la fois la liberté et l'équilibre.

François-Albert ANGERS

## Technique et tactiques communistes

Le 15 mars dernier, devant le comité parlementaire d'enquête ontarien sur les conventions collectives, M. Norman Freed, secrétaire provincial du comité communiste, présentait les vues de son groupement sur la question en discussion. A un certain moment de sa déposition, un député lui posa à brûle-pourpoint la question: « Depuis quand a changé l'attitude communiste à l'égard de l'effort de guerre? » Et M. Freed de répondre aussitôt avec un bel aplomb: « Quand le caractère de la guerre est changé et qu'elle est devenue juste, d'impérialiste qu'elle était au début ».

C'est facile à dire. C'est plus difficile à démontrer. Il n'y a que les naïfs pour croire que du 21 au 23 juin 1941, la guerre a subitement changé de nature; impérialiste le samedi soir, elle est devenue juste le lundi matin, parce que dans l'intervalle les armées d'Hitler avaient violé les frontières russes. C'est pour le moins simplifier l'histoire. C'est en tout cas démontrer que la fameuse ligne de parti communiste n'a rien de rigide, qu'elle est au contraire d'une élasticité scandaleuse.

La vérité, c'est que le parti communiste érige en absolu la duplicité systématique, qu'il nourrit un parfait mépris pour la parole donnée et la foi jurée, qu'il qualifie de tactiques habiles et nécessaires et qu'il coordonne en technique tous les reniements, toutes les palinodies, pourvu qu'ils servent ses fins du moment. La cohérence et l'esprit de suite ne l'embarrassent guère. Il n'a cure d'adopter une politique et de s'y tenir. Son

dogme essentiel, c'est que tous les moyens, même les plus bas, les plus détestables, sont bons, pourvu qu'ils rapprochent du résultat en vue. Au moins, Machiavel rendait à la vertu cet hommage indirect de conseiller à ses disciples de paraître vertueux. Avec plus de brutalité et de cynisme, le bolchévisme rejette d'emblée ce qu'il appelle avec dédain les préjugés bourgeois et il ne redoute pas de se plonger sans remords dans les pires vilénies. Pourquoi voudrait-on dès lors qu'il s'embarassât des scrupules et de la conscience ? Ne sont-ce pas là de vieilles défroques dont s'empresse de se dépouiller une nation affranchie ?

Qu'on ne s'imagine pas surtout qu'il s'agit tout simplement de l'opinion de quelques meneurs. La fausseté fondamentale de l'attitude communiste, dans ses relations avec les hommes et avec les nations, se révèle jusque dans les ouvrages théoriques des penseurs collectivistes qui fournissent les principes du gouvernement de l'URSS, comme ceux du Komintern ou IIIe Internationale, dont le but est de répandre dans le monde la doctrine conçue par Marx et Lénine. Au risque de paraître fastidieux, je voudrais aligner quelques textes extrêmement révélateurs à ce sujet. Quelques-uns sont bien connus, d'autres le sont moins, mais tous méritent de l'être davantage. Les gens de gauche, qui ne se rendent pas compte qu'ils sont les jouets et les victimes dociles de la surenchère communiste, sont toujours prompts à nous accuser de fanatisme et d'intransigeance. Ils nous reprochent même d'inventer des *peurs*. Nous n'inventons rien. Nous constatons simplement que les faits sont rigou-

reusement conformes aux idées exprimées dans les ouvrages et les déclarations qui font autorité dans le monde communiste. Au lecteur de bonne foi de tirer lui-même ses conclusions.



Dans *Que faire ?*, Lénine donne le conseil suivant à ses adeptes: « S'il est nécessaire de s'unir, écrivait Marx aux chefs du Parti, passez des accords en vue d'atteindre les buts pratiques du mouvement, mais ne faites pas commerce de principes, ne faites pas de « concessions » théoriques ». Au point de vue religieux, la tactique apparaît évidente. C'est encore Lénine qui précise: « L'unité de cette lutte réellement révolutionnaire de la classe opprimée pour se créer un paradis sur terre nous importe plus que l'unité d'opinion des prolétaires sur le paradis et le ciel. Voilà pourquoi nous ne proclamons, ni ne devons proclamer notre athéisme dans notre programme, voilà pourquoi nous ne refusons pas et ne devons pas refuser l'accès du Parti aux prolétaires qui gardent certains vestiges de vieux préjugés ».

Est-ce à dire que les communistes sont prêts à faire preuve de tolérance religieuse ? Il serait bien vain de le penser après les avertissements très clairs qu'ils nous dispensent. Tolérance, parfois, pour un temps, pour mieux parvenir à leur but. Simple tactique, pas davantage. Peut-on en douter après avoir pris connaissance de ce que Staline écrivait en 1913: « Les marxistes n'hésitent pas à protester contre la persécution des catholiques et des protes-

tants, ils défendront même le droit des différentes minorités à pratiquer leur religion. En même temps, ils organiseront et feront aboutir, en s'appuyant sur les intérêts bien compris du prolétariat et pour assurer le triomphe de la mentalité socialiste, une campagne systématique aussi bien contre les orthodoxes que contre les catholiques et que contre les protestants ». C'était se montrer rigoureusement fidèle à la pensée de son maître Lénine qui, après avoir rappelé le mot de Karl Marx sur la religion, « opium du peuple, » commentait cette affirmation en ces termes: « Religion et Églises, organisations religieuses de toute sorte, le marxisme les considère toujours comme des organes de réaction capitaliste, servant à défendre l'exploitation et à abrutir la classe ouvrière ».

Deux textes d'une clarté fulgurante, pour terminer. Le premier est de Staline lui-même, l'héritier de la pensée et du pouvoir de Lénine; il est daté du mois d'août 1935 et rien n'indique qu'il soit aujourd'hui caduc: « Notre force consistait toujours en notre science de savoir utiliser les contradictions et antagonismes dans le camp de nos adversaires bourgeois. Les vrais communistes ne se précipitent pas à l'attaque tête baissée, au risque de périr. Non, les vrais marxistes savent désunir les ennemis et les battre séparément *en s'alliant tantôt avec les uns, tantôt avec les autres* ».

De son côté, le camarade Kaganovitch, précisant le programme d'action de l'Internationale communiste, déclarait le 8 mars 1936: « Notre but final reste le même: la Révolution mondiale comme instrument de la destruction du régime capitaliste.

Les rythmes de notre travail se sont modifiés, mais les résultats seront atteints avec plus de sûreté.

Nous n'aborderons pas la dernière étape avant de l'avoir bien préparée.

Nous pouvons utiliser nos ennemis, à condition de savoir le faire avec astuce et ruse ».

Qu'est-ce à dire de tout cela ? Que le fond de la technique communiste repose sur la perversion systématique des esprits, sur le recours à toutes les méthodes, y compris et surtout les plus honteuses, sur l'utilisation consciente de toutes les tactiques subversives. Ces procédés correspondent parfaitement à l'éthique de la doctrine, ils n'en sont nullement une dérogation passagère, mais le corollaire voulu et nécessaire. Nous savons donc à qui nous avons affaire et nous n'avons pas l'excuse de plaider ignorance. Les chefs communistes se sont prononcés à maintes reprises et ils nous ont révélé le mécanisme de leur action politique. Aux textes cités plus haut, il serait possible d'en ajouter une foule d'autres qui ne feraient que les corroborer.

Reste à voir maintenant si ce ne sont là que des vantardises, si la réalité ne s'ajuste pas à ces déclarations d'une franchise brutale. L'histoire des vingt dernières années nous offre un luxe d'exemples où nous n'avons que l'embarras du choix.



Dans les pays où les éléments communistes ne sont pas assez puissants pour se révéler sous leurs vraies couleurs, ils masquent pendant un

temps leurs batteries et s'emploient à procéder par infiltrations insidieuses. Ils noyautent soigneusement tous les partis qui ont une tendance socialiste ou même qui n'ont que des préoccupations sociales. Ils voient à mettre leurs hommes dans des positions-clés et à leur permettre, au moment voulu, de donner le coup de barre nécessaire, de diriger la manœuvre. C'est ainsi que sont nées avant la guerre, dans la plupart des pays d'Europe, toutes ces formations dites de Front populaire. En France, notamment, le travail de sape était particulièrement frappant. Nous avons vu ainsi, aux années '36 et '37, les radicaux-socialistes, qui étaient des possédants conservant une vague tradition d'anticlérisme début-de-siècle, s'associer aux socialistes de Léon Blum et aux communistes de Thorez. Le bourgeois Daladier parcourait les rues de Paris brandissant le poing. Dans une alliance aussi hétéroclite, ce ne sont jamais les modérés qui emportent le morceau; d'avance, ils ont perdu tous leurs avantages, ils se sont livrés pieds et poings liés aux éléments les plus avancés. Même Blum, cet esthète décadent fourvoyé dans la politique, n'était qu'une marionnette dont Thorez et Cachin tiraient les fils, et derrière eux les gens de Moscou. C'est là de l'histoire récente.

Il ne s'agit pas ici de plaider la cause des partis de droite, qui ont eu eux aussi leurs faiblesses et qui ont commis des fautes. Il n'est question que de montrer que la ruse communiste contribua à jeter la perturbation dans le pays et à l'abandonner quelques années plus tard à la merci de l'Allemagne.

Les communistes français ont pratiqué pendant quelques années la politique de la main tendue. Finies les querelles passées, les préjugés réciproques, les querelles idéologiques! C'est maintenant le temps d'unir les énergies et les bonnes volontés à la poursuite de buts communs. Vous recherchez, catholiques, l'amélioration des conditions de travail, vous cherchez à soulager les misères des classes déshéritées? N'est-ce pas également notre désir, à nous, communistes? Pourquoi ne travaillerions-nous pas de concert, pourquoi refuseriez-vous la main que nous vous tendons?

L'offre a pu paraître alléchante à des esprits généreux, soucieux avant tout de contribuer au mieux-être de la société. Dans la pratique, elle s'est révélée une odieuse fumisterie, une pénible imposture. Les communistes ont tout simplement utilisé les catholiques, ils se sont servis de leur concours pour mousser leurs intérêts partisans et idéologiques. Grande déconvenue chez les honnêtes bien-pensants qui n'avaient pas deviné que d'aussi noirs desseins pouvaient habiter des cœurs qu'ils croyaient gagner à la même cause qu'eux. Les âmes simples sont toujours les premières victimes des roueries des hommes.

Les communistes ne se limitent pas au terrain politique, ils s'insinuent partout où ils savent être en mesure d'opérer une action efficace. C'est ainsi qu'on les retrouve dans les sociétés de bienfaisance, les associations culturelles, les entreprises de librairie, de presse, de radio. N'avons-nous pas connu ici même cette association des *Amis de l'URSS* qui se défendait de toute affiliation politique et qui ne poursuivait apparemment que des

fins éducatives ? Est-il même besoin de mentionner le travail énorme accompli dans tous les pays par les communistes, dans les unions ouvrières où ils orientent toutes les revendications des travailleurs dans le sens marxiste ? Ils ne réclament jamais pour obtenir justice, car ce serait là se ruiner eux-mêmes. Ils ne réclament bruyamment que pour soulever les passions populaires et exacerber une population besogneuse, souvent mal informée et susceptible de se laisser convaincre par les *slogans* d'une propagande savamment orchestrée.

Dans le domaine international, la tactique demeure la même. L'URSS conclut un traité avec la ferme détermination de le violer le jour où il ne lui conviendra plus. Avec un tel principe, la vie internationale devient impossible, c'est la loi de la jungle qui prévaut, le plus fort peut s'arroger sans vergogne tous les droits. A sa naissance même, la Russie soviétique a montré ce dont elle était capable. Dès 1917, Lenine a porté un rude coup aux puissances alliées en concluant avec l'Allemagne une paix séparée, qui dégarnissait le front de l'est et qui mettait fin à l'alliance conclue dès avant la guerre entre la Russie, la France et la Grande-Bretagne.

L'URSS n'a pas changé depuis lors. Elle a toujours fait preuve d'un antifascisme verbal et militant, tout en prenant tous les moyens, à la Société des Nations et dans les chancelleries européennes, pour miner la puissance militaire des démocraties. Pendant que ses dirigeants multipliaient les dénonciations des régimes autoritaires (comme si le gouvernement soviétique

n'était pas lui-même une tyrannie ressuscitée des temps antiques!), ils s'entendaient fort bien pour importer d'Allemagne les militaires de carrière et les ingénieurs dont ils avaient besoin pour construire une armée et édifier les travaux de fortification.

Quand se produisit l'épreuve suprême, l'URSS ne se laissa pas guider par ses principes « démocratiques ». Elle préféra jouer selon son intérêt, sans se soucier des nations auxquelles elle avait fait miroiter son concours éventuel. Qui ne se souvient, au mois d'août 1939, des entretiens traînant en longueur entre une mission militaire franco-britannique et les autorités soviétiques ? On leur faisait faire antichambre, pendant que dans leur dos, on négociait avec l'Allemand. Le monde ouvrit les yeux le 23 août, quand Joachim de Ribbentrop arriva par avion à Moscou pour signer avec Staline un pacte de non-agression.

La guerre déclarée entre l'Axe et les démocraties, l'URSS, en même temps qu'elle grapillait tous les territoires sur lesquels elle pouvait mettre la main sans coup férir : moitié de la Pologne, Lituanie, Esthonie, Lettonie, province roumaine de Bukovine, et qu'elle se livrait à l'assaut de la malheureuse Finlande, donnait des directives à toutes ses cellules dans les pays alliés pour miner l'effort de guerre, en proclamant qu'il s'agissait d'une guerre impérialiste menée au bénéfice exclusif de la Grande-Bretagne. D'avance, pour un avantage immédiat, elle minait les peuples qui devaient quelques mois plus tard lui apporter un

secours qui lui assurerait vraisemblablement la victoire sur l'ennemi.

Les communistes jouent constamment un double jeu. Ils misent sur tous les tableaux. En veut-on un exemple récent ? Lors du débarquement des troupes américaines en Afrique, le général Eisenhower s'empressa de conclure un accord avec feu l'amiral Darlan, pour l'excellente raison qu'il était en Afrique le seul homme doué d'un prestige suffisant pour rallier à la cause alliée les éléments mêlés de ce continent. Aussitôt, des feuilles plus ou moins inspirées par la ligne de parti communiste commencèrent à blâmer sévèrement le secrétariat américain aux Affaires extérieures et à accuser M. Cordell Hull de n'être qu'un réactionnaire encore soucieux de pratiquer une politique d'apaisement. De toute évidence, c'était le sentiment que les communistes tenaient à répandre dans le monde. Or, ce que l'on sait moins, c'est que pendant que toute une presse se déchaînait contre l'accord Eisenhower-Darlan, Staline lui-même transmettait au président Roosevelt un message personnel dans lequel il lui exprimait sa satisfaction de ce qui s'était passé. Il eut bien garde de le rendre public, il préférerait au contraire faire semblant, aux yeux des millions de naïfs que dirige à leur insu la IIIe Internationale, que la Russie soviétique était fort mécontente de cette collusion avec le « collaborateur » Darlan et qu'au fond les États-Unis et la Grande-Bretagne fournissaient une nouvelle démonstration qu'elles ne sont que des puissances réactionnaires.

La nouvelle Constitution proclamée par Staline en 1936 donna espoir aux braves gens qui aiment se laisser berner. Enfin, après la période héroïque, les Soviets abandonnaient leurs pratiques barbares et ils rentraient dans le rang. A l'avenir, ce serait des gens bien élevés, avec qui il serait possible de causer paisiblement. Illusion qu'un observateur judicieux comme Alexandre Marc ne tarda pas à déceler.

A quelles préoccupations, de la part des dirigeants communistes, correspondait en effet cette nouvelle constitution ? Seules des raisons d'ordre tactique la dictaient ; il s'agissait une fois de plus de donner le change et d'effectuer un virage adroit, sans compromettre les fins poursuivies.

« Il faut, disait-on, 'endormir' l'opinion publique des 'grandes démocraties' (États-Unis, Angleterre, France), soit pour y faciliter le développement de la tactique dite du Front populaire, soit encore pour les amener graduellement, à conclure avec la Russie des accords diplomatiques et militaires dirigés contre les pays fascistes.

« Il faut aussi donner une satisfaction morale' en grande partie illusoire, il est vrai, à la naissante opinion publique russe, afin d'éviter un mouvement de révolte et de faciliter la formation d'une 'union sacrée' en cas de guerre.

« Il faut enfin abandonner insensiblement l'une des parties les plus fécondes, sans doute, de l'héritage léniniste — la décentralisation par les Soviets — au profit d'un parlementarisme centralisateur à la mode de Berlin, plus favorable à plusieurs

égards au développement monstrueux du pouvoir personnel du Père des Peuples.)»

Voilà en quoi consistait cette fameuse tactique qui a servi les fins de la propagande en abusant un vain peuple sur *l'humanisation* du régime soviétique.



Au Canada, sommes-nous à l'abri de cette technique poussée à un haut degré d'achèvement et à ces menées tactiques ? Bien fol qui le prétendrait. Au début de la guerre, comme les communistes s'opposaient vigoureusement à notre effort de guerre, les autorités s'empressèrent de sévir. Toutefois, dès qu'ils modifièrent leurs vues et protestèrent de leurs intentions pures, le gouvernement se montra à leur égard d'une mansuétude inquiétante. Le parti communiste canadien demeure interdit, mais les chefs communistes ont reconquis leur liberté et s'en donnent à cœur joie.

Par prudence, tant vis-à-vis les autorités civiles déjà alertées qu'à l'égard d'une population assez sceptique à la suite de leurs voltefaces, ils ne s'affichent pas pour l'instant sous leurs vraies couleurs. Ils s'affilient à n'importe quel parti ouvrier, ils fondent au besoin des associations de guerre totale et de victoire alliée qui leur servent de paravent. Derrière cet écran, ils poursuivent inlassablement leur propagande et ils préparent le terrain pour l'après-guerre. L'on apprenait l'autre jour, par exemple, que Tim Buck, le chef reconnu du parti communiste canadien, posait sa

candidature aux prochaines élections dans une circonscription de Toronto.

Il y a lieu, semble-t-il, de jeter le cri d'alarme. Non pas de dénoncer le communisme par des phrases ronflantes, mais de voir ce qu'il est réellement, quelle menace permanente il représente pour notre conception chrétienne de la vie personnelle et sociale, quelles armes ténébreuses il emploie pour atteindre son but et quel élément de perturbation intérieure et extérieure il constitue dans le monde. Il n'est pas question d'ameuter la population autour de quelques mythes susceptibles de susciter des crises passionnelles. Ces transports n'ont jamais rien donné qui vaille. Ce qui compte, c'est d'éveiller notre peuple à la réalité d'un danger qui n'a rien d'imaginaire et de le mettre sur ses gardes contre les entreprises perverses et ruineuses du communisme, dans le monde et au Canada.

. . . Cela suffit-il ? Il est permis d'en douter. Nous n'aurons rien compris au communisme tant que nous n'aurons pas acquis la conviction profonde qu'il porte condamnation du monde bourgeois, de sa dureté, de son égoïsme, de son culte idolâtrique du profit, de l'argent, des bénéfices. Le communisme est le châtiment de notre négligence ou de nos fautes. Admettons-le en toute loyauté.

Les masses laborieuses n'auraient jamais été séduites par l'idéal antinaturel du communisme, si le monde capitaliste ne les avait plongées dans un affreux désespoir, dont elles essaient de sortir par des solutions de violence, les seules qui leur

paraissent accessibles. Acculées à un mur, elles réagissent fortement, pour tenter de mettre fin à des misères imméritées, selon le mot toujours actuel de Léon XIII. Nous pouvons estimer qu'elles s'engagent dans une voie sans issue, qui leur vaudra un régime pire que celui qu'elles rêvent de supplanter, mais comment pouvons-nous leur jeter la pierre ? Ventre affamé n'a pas d'oreilles et il est toujours vain, comme l'affirmait jadis saint Thomas, de faire un sermon à un homme qui a faim.

Nous nous entretenons beaucoup de la sécurité sociale d'après-guerre. Chaque gouvernement élabore des projets, dont l'inspiration est excellente, même si les modalités sont parfois condamnables. L'on se rend compte en haut lieu qu'il est impossible de revenir à l'anarchie qui a présidé aux années d'avant-guerre, années extrêmement pénibles où nous avons assisté, apparemment impuissants, à la ruine d'un régime fondé sur des valeurs exclusivement matérielles. Les gouvernements s'aperçoivent que les classes laborieuses, les premières atteintes par toute rupture d'équilibre dans l'organisme économique, ne toléreront plus le retour du chômage chronique, des salaires ridiculement bas, des habitations lépreuses, de l'absence de soins médicaux.

On imagine sans peine que les communistes se préparent à tirer parti des difficultés d'après-guerre. Ils seront constamment aux aguets pour fausser le jeu de toutes les réformes économiques et sociales que l'on s'efforcera d'instaurer. Ils se livreront à la surenchère, pour capter les suffrages des braves

gens devenus sceptiques à la suite des innombrables promesses jamais respectées des autorités civiles. Nous serons alors les témoins d'une crise de confiance qui ne pourra se résoudre que par une action rapide et efficace pour corriger les maux que nous nous accordons tous à reconnaître. De cette façon, et de cette façon seulement, serons-nous en mesure de combattre le communisme, sans avoir le sentiment détestable de défendre un ordre établi qui entraîne des misères sans nom pour des millions d'êtres humains. La lutte au communisme n'a de véritable sens, de sens pleinement chrétien, que si elle ne consacre pas des injustices qui n'ont que trop duré.

Roger DUHAMEL

### La paille et la poutre

« Boycotter, par la calomnie et le dénigrement, par une infinité de petites combines sordides, des compatriotes qui pesent, croient, parlent et écrivent autrement que soi, c'est un péché. » Qui écrit cela ? Le *Journal*, sous la signature de Jean-Charles Harvey. Or qu'a fait le directeur du *Journal* depuis la fondation de son journal, et surtout depuis le début de la guerre, si ce n'est calomnier, dénigrer, essayer de boycotter (de faire emprisonner même) des compatriotes qui pensent, croient, parlent et écrivent autrement que lui ? La fameuse *Union démocratique* qu'il patronne si hautement n'a-t-elle pas même été fondée exclusivement dans ce but, comme le prouve l'exposé de ses objectifs et le ton élevé (!) de ses conférenciers. Le « vénérable individu parlant du haut d'une tribune respectable » à qui Jean-Charles prétend ainsi répondre s'est en effet trompé, ou plutôt il a été encore trop charitable de vouloir considérer en quelque sorte notre journaliste comme un irresponsable « qui ne distingue pas entre le bien et le mal ». Il distingue entre les deux, mais il fait le mal !

## Le communisme et la C. C. F.

Il importe de préciser tout de suite, le titre et l'objet de cet article. Son auteur n'entend nullement prétendre que la Ligue de la C.C.F. ou le parti politique qu'elle inspire se rattachent à la IIIe Internationale. Il connaît les déclarations de certains de leurs dirigeants qui ont affirmé n'avoir aucune accointance avec Moscou. Son propos consiste seulement à mettre en regard l'une et l'autre, la doctrine de la Co-operative Commonwealth Federation et la constitution de l'actuelle Russie.

### I

Vingt ans après la révolution violente qui instaura, dans le pays des tsars, le marxisme, les Républiques socialistes soviétiques se donnèrent une nouvelle charte constitutionnelle. Ce monument, bientôt traduit, reçut une très large diffusion dans le monde. Il s'agit d'une pièce rédigée avec soin, dans une langue facile, modérée, habile. A n'en pas douter, elle est destinée à servir de modèle aux législateurs qui décideront d'adhérer aux idées qu'elle exprime.

En la synthétisant, nous ne nous préoccupons pas de savoir si les Soviets en ont scrupuleusement appliqué les dispositions. Cette considération ne relève pas du but précis que nous nous proposons. Il suffit pour notre dessein, de faire connaître l'idéal avoué que les successeurs de Lénine offrent à leurs disciples conscients ou inconscients.

La constitution soviétique traite de la structure de l'État, de la propriété des biens, des droits du citoyen.

a) D'après l'article premier, l'URSS « est un État socialiste des ouvriers et des paysans ». Elle forme une fédération composée de républiques « égales en droits ».

En réalité, le pouvoir central détient et exerce presque toute l'autorité publique, législative. Il règle les questions de la guerre et de la paix, le commerce extérieur qui est étatisé, l'établissement: des plans de l'économie nationale, des principes fondamentaux de la jouissance des ressources naturelles, de la protection de la santé publique, de l'instruction, des bases de la législation du travail. A sa juridiction ressortit l'administration des banques, des entreprises et des établissements industriels et commerciaux intéressant toute la Russie. C'est lui qui voit à garantir les libertés civiques. De lui relèvent le Code civil, le Code pénal, l'organisation et la procédure judiciaire (article 14). Il doit approuver les « impôts et les recettes affectés (. . .) aux budgets » des États membres (*Ibid.*). Il peut adopter les mesures propres à ajuster les constitutions des républiques fédérées à celle de l'URSS (*Ibid.*).

Pour le reste (!), les républiques jouissent de l'autonomie. L'article 15 la leur attribue: « La souveraineté des républiques fédérées n'a d'autres limites que celles indiquées à l'article 14 de la Constitution de l'URSS. » Pur camouflage! Car, nous l'avons constaté, l'Union possède la faculté

exclusive de légiférer sur presque tous les sujets politiques, économiques, sociaux.

De nombreuses dispositions règlementent les organes tant de l'État central que des États républicains. Elles ne nous concernent pas ici.

b) Les principes régissant la propriété, énoncés au début du document que nous étudions, ne manquent pas de clarté. Ils tendent à gouverner la vie économique du pays « en vue d'augmenter la richesse sociale, d'élever d'une manière continue, le niveau matériel et culturel des travailleurs » (article 11). Il y a la propriété socialiste d'État, la propriété socialiste coopérative et kolkhozienne, la propriété personnelle.

La première, la plus importante, a pour objet « les instruments et les moyens de production » (article 4), plus particulièrement: « la terre, le sous-sol, les eaux, les forêts, les usines, les fabriques, les mines de charbon et de minerai, les chemins de fer, les transports par eau et par air, les banques, les P.T.T. », etc. (article 6). Tous ces biens appartiennent au peuple tout entier, représenté par l'État (articles 5 et 6).

La propriété socialiste coopérative et kolkhozienne porte sur les entreprises communes, le cheptel, la production, les batiments des kolkhoz et les organisations coopératives (article 7).

Quant à la propriété personnelle, les articles 9 et 10 la reconnaissent en deux cas. La loi soviétique admet « les petites économies privées des paysans et des artisans, fondées sur le travail personnel et excluant l'exploitation du travail d'autrui » (article 9) et « le droit des citoyens à la propriété

personnelle des revenus et épargnes de leur travail, (. . .), de leur maison d'habitation et de l'économie domestique auxiliaire, des objets de ménage et d'usage quotidien, des objets d'usage et de commodité personnels, de même que le droit d'héritage de la propriété personnelle . . .» (article 10).

Autrement dit, « le système socialiste est la forme dominante de l'économie en URSS » (article 9).

c) Plusieurs articles s'occupent des droits de l'individu. Ils proclament l'égalité de l'homme et de la femme « dans les domaines de la vie économique, publique, culturelle, sociale et politique » (article 122). Ils défendent de faire aucune distinction entre les citoyens, pour cause de nationalité ou de race (article 123).

Tous « ont droit au travail » (. . .), assuré par l'organisation socialiste de l'économie nationale, par le développement des forces productives de la société soviétique, par l'élimination de la possibilité des crises économiques et par la suppression du chômage » (article 118).

La constitution crée, au profit des citoyens, « le droit au repos » (. . .), assuré par la réduction de la journée de travail à sept heures (article 119), le droit à la protection pendant la vieillesse, le chômage, la maladie (article 120). Elle garantit la gratuité des secours médicaux, des séjours à l'hôpital ou aux sanatoria (articles 119 et 120) et l'instruction gratuite, obligatoire (article 121) et neutre (article 124).

En matière religieuse, l'article 124 concède tout à la fois « la liberté de pratiquer les cultes reli-

gieux et celle de la propagande anti-religieuse », et les articles 125 et 126 sanctionnent les quatre libertés de la parole, de la presse, des réunions et de l'association.

## II

Pour l'exposition de la doctrine de la C.C.F. nous devons nous servir, non seulement de ses manifestes électoraux et autres, mais encore des explications fournies par ses adhérents les plus influents.

La Co-operative Commonwealth Federation se définit elle-même dans le programme publié à la suite de son congrès, tenu à Régina en 1933: « Un mouvement (. . .) de cultivateurs, d'ouvriers et de socialistes (. . .) qui vise au pouvoir politique afin de mettre un terme à la domination capitaliste . . . » (préambule).<sup>1</sup> Mais que projette-t-elle dans les champs politique, économique et social ?

a) Au point de vue politique, autant qu'on peut s'en rendre compte, elle ne recherche pas un chambardement des cadres constitutionnels du pays. Elle ne répudie pas ouvertement la forme fédérative de l'Acte de 1867. Elle réclame seulement l'abolition du sénat, « rempart des intérêts capitalistes » (article 9).

Par contre, elle préconise une profonde modification de la répartition des pouvoirs entre l'État fédéral et les provinces. Ses théoriciens, ses chefs

---

<sup>1</sup> Sauf indication contraire, les citations proviennent du Manifeste de 1933, tel qu'il a circulé, en français, dans la province de Québec.

au parlement ne se cachent pas pour soutenir qu'il est urgent de renforcer la situation de l'autorité centrale. « Ce qui s'impose surtout pour le moment, lisons-nous dans le Manifeste de 1933, c'est de remettre aux mains du gouvernement fédéral (. . .) plus de pouvoirs de contrôle du développement économique national (. . .). Notre constitution doit être mise en accord avec l'industrialisation croissante du pays et avec la centralisation qui en est résultée. » Il semble qu'on ne doive assurer, dans cette transformation interne de notre régime politique, que « les droits actuels des minorités de race et de religion » (article 9). Le solde de la compétence législative des provinces : code civil, code de procédure civile, le domaine, les sociétés par actions, le travail, les assurances, pourra et devra, d'après la ligne de forces du programme, échoir à Ottawa. Politiquement et économiquement, les États provinciaux auront ensuite la souveraineté . . . de la République fédérée russe.

b) Quel serait le caractère fondamental de l'économie dans un Canada dirigé par la C.C.F. ? Socialiste, sans conteste. « Aucun gouvernement de la C.C.F., conclut le manifeste de 1933, ne s'estimera satisfait avant d'avoir déraciné le capitalisme et (adopté) toutes les mesures de socialisation qui doivent nous conduire à l'établissement de la Communauté coopérative » (article 14). C'est-à-dire « lorsque nos ressources naturelles et les principaux moyens de production et de distribution seront possédés, contrôlés, mis en œuvre par le peuple » (préambule). Ainsi, la

C.C.F. organisera notre vie économique de façon à « élever le niveau culturel et à améliorer les conditions vitales du peuple ». <sup>1</sup>

En fait, la C.C.F. veut la socialisation des institutions financières, des banques, du crédit, des assurances (article 2), de l'électricité, du transport, des communications, des mines, du papier et de la pâte, de la distribution du lait, du pain, du charbon, de la gasoline, le contrôle public des entreprises industrielles privées, et le cas échéant, en temps de paix, la « mobilisation » des richesses (article 3). Car, seulement dans un régime de propriété socialisée et de propriété publique, le plein bénéfice, accru par un contrôle centralisé et la production en masse, pourra revenir au peuple » (article 3). M. Woodsworth disait, en 1939, à la Chambre des communes: « Le régime actuel ne permet guère à la majorité des gens de manifester de l'initiative au Canada. La chose est possible dans un régime coopératif ou collectiviste convenablement organisé » (1).

Que reste-t-il alors à la propriété privée? La terre? Ceux qui ont étudié la doctrine cécéeffiste rapportent n'avoir pas pu se faire une opinion bien ferme sur le point. Rappelons que M. Woodsworth a donné, en 1933, dans un discours prononcé au parlement, cette définition de l'État coopératif: « Une collectivité (. . .) dans laquelle tous les instruments sociaux de production et de distribution, y compris la terre, sont possédés et régis

---

<sup>1</sup> Programme électoral d'Edmonton, 1938.

<sup>1</sup> Débats, p. 82.

par la société . . . « L'on oppose à cette déclaration, l'article 4 du programme de Régina: « La sécurité de ses droits de possession sera reconnue au cultivateur qui vit sur sa terre ( . . . ) ». Est-ce à dessein que l'on a, là, employé les mots « droits de possession » au lieu de « droit de propriété » ? Nous n'en savons rien. La distinction entre les deux expressions se retrouve dans la Constitution russe. Si le sol appartient à l'URSS, les kolkhoz en ont cependant, garantie par la loi, « la jouissance gratuite, pour une durée illimitée, à perpétuité » (article 8).

La C.C.F. reconnaît la propriété personnelle du produit du travail et, pour tous, l'appropriation privée d'une maison et des choses d'usage journalier. M. Woodsworth, toujours en 1933, à Ottawa, disait: « ( . . . ) ma maison est ma propriété individuelle, fort bien; les choses dont je me sers sont ma propriété individuelle, fort bien; mais ( . . . )<sup>2</sup> Toutefois, les revenus et les successions des capitalistes, des rentiers qui survivront à l'expropriation, seront sévèrement et progressivement taxés (article 11).

c) Dans l'ordre social, le programme de la Co-operative Commonwealth Federation prévoit un code de travail, « uniforme pour tout le pays », comportant « un barème officiel des salaires ( . . . ) et une chance égale pour tous d'avancement ( . . . ) quel que soit le sexe (article 7). L'État coopératif ne « s'immiscera pas dans les droits moraux des minorités de race et de religion » (préambule).

---

<sup>2</sup> Débats, p. 1802.

Aux travailleurs la C.C.F. garantit « le droit au travail » (article 7), elle promet l'assurance-chômage, la protection « contre les risques de maladie, décès, vieillesse » (*Ibid.*), « un niveau élevé d'existence » (*Ibid.*), « plus de loisirs » (préambule), « la réduction des heures de travail, grâce au progrès de la technique » (article 7).

A tous les citoyens, elle assure « la socialisation et la gratuité des services de santé, des soins médicaux » (article 8), la liberté d'association (article 7), « la liberté de parole et d'assemblée, la liberté religieuse » (article 12). Quant à l'instruction, elle sera gratuite (article 8) et, pour les cégéffistes de la Colombie britannique, neutre.<sup>1</sup>

\* \* \*

De cette double synthèse, tout objective, d'une sécheresse voulue, nous n'entendons, nous-même, tirer aucune conclusion. Nous préférons rapporter le jugement émis par M. Woodsworth: « Permettez-moi de dire qu'il faut établir une distinction entre la C.C.F. et le Communisme. Il est vrai que les deux poursuivent un changement dans l'ordre social, un nouveau système économique. Les communistes sont convaincus que ce résultat ne peut s'obtenir que par la force. Ils prétendent qu'il est impossible d'y arriver autrement. Nous croyons que nous pouvons l'obtenir par des moyens pacifiques et en respectant l'ordre public, et c'est le but de cette organisation. »

Maximilien CARON

---

<sup>1</sup> V. le *Droit*, 29 décembre 1933.

## Conclusions

*La propagande anti-communiste n'est pas ce qui a fait le plus défaut dans notre province. Mais à notre avis, elle a toujours eu trop tendance à simplifier le problème: à rejeter la doctrine communiste parce que non conforme à la doctrine catholique, sans en voir et sans en admettre la grandeur; puis à nier la possibilité de tout résultat pratique de la part d'un régime communiste. Ajoutées aux scandales sociaux du monde capitaliste libéral et à l'indignité du monde chrétien en général — à son peu d'aptitude à pratiquer ce qu'il prêche — ces erreurs de propagande expliquent les progrès que l'idée communiste continue de faire chez les catholiques comme ailleurs.*

*Depuis longtemps, l'intellectuel qui avait pris contact avec un véritable communiste ou avec la véritable pensée communiste savait bien, lui, que si le communisme a, comme tous les grands mouvements, ses arrivistes et ses profiteurs, il n'est pas cette doctrine sans horizon qu'on lui dépeint; et si le doute était déjà dans son âme, la propagande anti-communiste ordinaire, purement critique et souvent critique à faux, ne le remuait pas: elle le conduisait au contraire à verser définitivement dans ce qu'il cherchait encore à éviter en s'accrochant à autre chose. Quant à la masse, ce sont plutôt les abus du régime capitaliste qui la portaient de ce côté et les arguments tendant à prouver que le communisme ne donne pas de résultats pratiques avaient un certain effet de retenue sur elle; ils en auront*

*maintenant de moins en moins, à cause de ce qui se passe en Russie, si on ne les revise pour les rendre plus objectifs.*

*C'est pourquoi le péril communiste est plus grave que jamais. Et c'est pourquoi l'ACTION NATIONALE a voulu contribuer sa part au renouvellement nécessaire des méthodes de lutte contre le communisme. L'entreprise est difficile et nous ne prétendons pas avoir atteint au succès complet. Notre effort en a été un d'objectivité et non pas à vrai dire de propagande anti-communiste; d'ailleurs, je suis convaincu pour ma part que c'est seulement en partant de ce pied qu'on peut arriver à des résultats sérieux. Mais pour être efficace, cette objectivité devra être totale, ainsi que nous le verrons ci-après; elle devra tendre non seulement à établir une vérité négative ou critique, mais aussi à faire de la vérité positive ou constructive. En réalité, nous n'avons pas fait beaucoup plus, dans tout ce qui précède, que de la critique objective, de la critique qui n'a pas peur des réalités communistes et qui essaie de les interpréter. C'est que nous ne visions qu'à parer au plus pressé, à neutraliser les effets des démentis que les faits semblent apporter à une propagande anti-communiste bien intentionnée. Déjà toutefois, l'on peut dégager de tout cela une vue d'ensemble susceptible de donner une orientation nouvelle à nos efforts pour sauver la vérité, mise en danger par la faiblesse de ses défenseurs.*

*Il ressort d'un article comme celui de François Hertel, par exemple, que le communisme offre au monde une philosophie qui prend tout l'homme et veut le renouveler. Et si de l'aspect purement rationnel*

— que tend à prendre toute philosophie — on remonte aux origines de cette conception philosophique du monde, on découvre qu'elle repose sur une foi. Le communisme est donc plus qu'une philosophie, c'est aussi une religion. Il offre à l'humanité de quoi satisfaire tous ses besoins; une doctrine universelle, une croyance rationalisée, d'une portée aussi considérable que le christianisme lui-même. Alors que l'Église catholique croit et enseigne la doctrine du péché originel et du salut dans l'au-delà, l'Église communiste ne croit, elle, ni à l'un, ni à l'autre, et c'est en cela qu'elle diffère fondamentalement du catholicisme: sa croyance est en la toute-puissance de l'homme et à sa capacité d'assurer son salut sur terre.

A la prétention du catholicisme que l'homme est incapable d'atteindre à la perfection ici-bas à cause de la faute originelle et qu'il ne se libèrera définitivement de l'esclavage du péché qu'en Dieu, après une vie méritoire et une sainte mort, le communisme oppose la puissance divine de l'homme, capable éventuellement de triompher même de la mort; il propose de le libérer de ce qui ne serait que l'esclavage de mythes que celui-ci s'est lui-même imposés par aberration, sous l'influence d'exploiteurs (Dieu, l'État et la propriété) et de le sauver en lui assurant la prospérité économique illimitée (la misère étant, selon les communistes, la seule cause de la méchanceté des hommes).

Tout le reste découle de là. Cette curieuse conception politique de la destruction de l'État, dont nous a entretenu M. Jasmin, de l'absence de toute autorité, de toute police, ne repose pas sur autre

chose, en effet, que sur la certitude qu'il y aura moyen de rendre l'humanité parfaite en ce monde; une fois l'œuvre d'éducation ou de rédemption accomplie par l'État prolétarien, ce sera le paradis terrestre — le paradis terrestre de la Bible n'étant pas selon eux une réalité du passé, mais une expression de la tension des esprits vers ce qui sera le devenir final de l'humanité. On peut affirmer que si le catholicisme ne peut pas accepter cela, c'est justement parce qu'il ne croit pas que l'homme atteindra à la perfection en ce monde: il n'y aura pas non plus d'État, ni de police dans l'au-delà, dans le ciel.

Enfin cette frénésie de production, ces plans quinquennaux, conçus non pas en vue de satisfaire aux besoins de la population actuelle, mais en vue de créer un instrument de production d'une puissance illimitée au prix de sacrifices actuels inouis, provient également de cette foi en ce que l'heure de l'ouverture du paradis terrestre dépend de la plus ou moins grande rapidité avec laquelle on pourra réaliser une économie d'abondance illimitée. Et c'est, me semble-t-il, parce que le catholicisme n'en croit rien qu'il revendique avant la prospérité matérielle et même à son détriment dans une certaine mesure, le respect des personnalités, le respect des âmes destinées à une vie future, et qu'il n'est jamais prêt à subordonner celui-ci à celle-là.

En somme, tout est cohérent et logique dans les agissements du communisme. Car même des objections comme celles que l'on retrouve dans l'article de M. Jasmin et dans le mien, tendant à montrer que dans la mesure où le communisme a réalisé son

programme, il ne l'a fait qu'en abandonnant ses méthodes et en revenant au capitalisme, tout cela n'apparaît pas illogique à un communiste et ne l'est pas pour lui. Ainsi que M. Duhamel l'a montré, ce n'est là pour le communiste que retraite temporaire, que concession à la faiblesse humaine — un peu comme la bigamie chez les Juifs. Si je suis sûr, moi, que c'est un signe de l'utopie de la doctrine communiste et de son incapacité de réaliser son programme par ses propres méthodes, c'est que je le suis aussi, fort de la doctrine catholique, que l'homme ne sera jamais parfait, qu'il faudra toujours tenir compte de ses faiblesses dans l'organisation du monde et qu'en tout cas ce n'est pas par la prospérité matérielle qu'on le moralisera.

On comprendra facilement qu'une doctrine d'un pareil universalisme et d'une pareille portée humaine soit autrement dangereuse spirituellement pour le catholicisme que le national-socialisme, qui ne vaut que pour un peuple et qui verra toujours s'élever contre lui la résistance de tous les peuples dominés. Le national-socialisme veut étouffer la catholicité dans le sang; le communisme veut prendre sa place dans le coeur des hommes. Et il est évident qu'on ne l'en déracinera pas ou qu'on ne l'en éloignera pas uniquement par des petits raisonnements mesquins.

A cette foi qui a elle aussi ses fidèles et ses martyrs, il ne suffit pas de répondre en la comparant avec les canons de la nôtre pour conclure qu'en étant différente, elle est fausse ou ridicule, ou méprisable. Il importe en même temps et surtout d'exalter notre propre foi, de montrer combien elle est supérieure

à l'autre et combien elle manifeste d'une connaissance bien plus réaliste du coeur de l'homme. Cela suppose des catholiques convaincus; mais des catholiques aussi qui se donnent la peine de connaître l'adversaire à fond, de discuter avec lui, et n'essayent pas d'abord de le diminuer pour en détruire ensuite l'effigie qu'ils ont créée, laissant le véritable ennemi à peu près intact.

Mais il faut aussi que les catholiques apportent aux problèmes concrets de la vie économique et sociale les solutions qui s'imposent. Or, le tort de la plupart des esprits catholiques, à mon avis, parmi ceux qui sont désireux de faire quelque chose, a été de ne pas comprendre que des postulats fondamentaux aussi différents que ceux que nous avons vus appellent des solutions radicalement différentes des mêmes problèmes. Au lieu de partir des principes catholiques et d'établir les formules qui en découlent strictement, directement, on a plutôt copié plus ou moins les solutions de détail des socialistes ou des communistes, qui nous ont précédé dans la voie de la réaction anti-capitaliste et libérale. Les papes ont parlé dans le sens constructif, mais en posant seulement les grands principes, comme il convient, et en laissant aux catholiques le soin d'édifier les structures selon les circonstances de lieu. Or, au lieu de se servir des encycliques d'une façon positive, on les a plutôt utilisées à mesurer si on avait le droit ou non d'adopter telle attitude ou telle mesure qui nous venait de l'autre côté de la barrière, et la vie a continué.

Chez nous, actuellement, on flirte plus ou moins avec les C.C.F., alors que le programme C.C.F., ainsi que l'a montré M. Caron, ressemble comme un

*petit frère à la constitution d'un État qui participe officiellement de la philosophie marxiste. D'autres, sans aller aussi loin dans la voie de la collaboration politique, préconisent à nos problèmes des solutions qui s'inspirent de la même origine. Je regrette pour ma part d'avoir à dire à tous ceux-là, si bien intentionnés qu'ils soient tant du point de vue social que national, qu'ils travaillent dans le sens que les communistes souhaitent de tout leur coeur. Ils leur préparent la voie, car on ne saurait convaincre le peuple de s'attacher à des solutions qui respirent la confiance en la toute-puissance de l'homme et dans ses possibilités d'atteindre la perfection en ce monde, sans déposer en même temps dans son coeur une parcelle de cet orgueil qui n'est au fond qu'une répétition de la faute originelle. Sans aucun doute, il faut être radical, parce que la solution catholique aux problèmes du monde contemporain devra être radicalement différente et du libéralisme et du communisme-socialisme-étatisme (toutes faces différentes d'une même philosophie), mais elle devra être originale ou elle ne sera pas. Couverte du manteau des autres, la doctrine catholique ne pourra jamais, en effet, que produire des demi-mesures et se faire déplacer finalement par ceux qui sont capables d'être eux-mêmes entièrement.*

*Aussi, au lieu de nous laisser tenter par les formules des autres, pensées par les autres en fonction de leur philosophie — que nous n'estimons pas saine et qui n'a pas prouvé sa valeur —, au lieu de gaspiller nos forces intellectuelles à une épuisante apologétique en vue de décider si nous avons le droit d'utiliser telle ou telle formule pro-*

*posée par les autres, occupons-nous moins des autres et construisons quelque chose d'original, non pas pour le seul plaisir de nous distinguer, mais parce que rien de ce qui nous est offert n'est satisfaisant, n'est suffisamment efficace et humain tout à la fois. Tournons-nous vers notre propre philosophie, toute faite de liberté, d'esprit d'initiative et de responsabilité personnelle contenue et orientée en vue du bien public, et réalisons-la dans des formes concrètes, inspirées directement de ses principes de base et qui seront ainsi éminemment applicables parce qu'elles partiront d'une conception métaphysique et psychologique juste de l'homme. C'est difficile indiscutablement, mais c'est là qu'est la solution aux problèmes du monde de demain. Le monde attend, en effet, que les catholiques se décident enfin à faire preuve d'originalité et à mettre sur pied ou à concevoir une organisation politique, économique et sociale qui s'inspire directement et uniquement de la seule philosophie capable de donner au monde la paix et la prospérité dans toute la mesure où elles sont possibles sur cette terre. Le salut de la catholicité — ou plutôt l'étendue de son emprise sur le monde, car elle a des promesses éternelles de vie — est à ce prix!*

*Me permettra-t-on d'ajouter qu'à titre du seul État au monde — sauf l'Irlande, je crois — a être gouverné par des catholiques entièrement, du seul État ou presque donc où des catholiques auraient eu la chance de réaliser quelque chose, notre responsabilité envers la catholicité est grande d'avoir si longtemps versé dans le libéralisme? Et qu'elle serait affreusement grave si nous allions verser dans*

*le socialisme! Que nos philosophes, nos économistes, nos sociologues et nos politiques se mettent à l'oeuvre sans tarder. Étudions, élaborons, réalisons! Nous avons plus que tout autre le devoir de travailler ferme et dans le bon sens, car dans cette lutte épique entre Dieu et Satan, entre le catholicisme et le communisme, notre situation nous place aux derniers avant-postes que le monde catholique détienne encore dans sa lutte pour une organisation matérielle du monde qui soit conforme à sa philosophie et à sa foi et qui en facilite l'installation définitive dans le cœur de l'humanité.*

François-Albert ANGERS

## *L'Action Nationale*

REVUE MENSUELLE

Comité de direction : F.-A. ANGERS,  
Arthur LAURENDEAU et Roger DUHAMEL.

**L'Action Nationale**, publiée par la Ligue d'Action Nationale, est un organe de pensée et d'action au service des traditions et des institutions religieuses et nationales de l'élément français en Amérique. Elle paraît tous les mois, sauf en juillet et en août.

**DIRECTION et ADMINISTRATION.**

C. P. 1524 - - Place d'Armes, Montréal

On communique avec l'administrateur de la revue, Jean Drapeau, à son bureau : ch. 603, 4<sup>e</sup> est, rue Notre-Dame, Montréal. Téléphone : MARquette 2837.

---

L'abonnement est de \$2.00 par année  
Pour l'étranger : \$2.50 par année  
Abonnement de soutien : \$5.00 par année

---

Tous droits réservés, Ottawa, 1933.

# Notre question nationale

## LE PROBLEME CULTUREL (suite)

10e leçon

### III. — PROBLEME D'ALIMENTATION RATIONNELLE

Nous touchons ici au fond même de notre problème culturel. Récapitulons les données précédentes: placé dans un milieu hostile, le type canadien-français laisse paraître un inquiétant manque de vigueur dans sa réaction défensive: l'anglomanie et l'américanisme le rongent, le désagrègent; bien plus, l'originalité et le dynamisme indispensables à sa survivance, semblent absents de son action créatrice: ses institutions s'affaiblissent et lui-même souffre de langueur, d'anémie.

De cela faut-il conclure que le type canadien-français ait dégénéré au point de se révéler impuissant à soutenir aujourd'hui la lutte en Amérique? Non pas. Si ce type fait plutôt pâle figure dans le domaine de la culture et de la civilisation, ne serait-ce pas qu'on lui a servi une alimentation défectueuse, insuffisante ou inadaptée? On lui demande de réagir et de créer, mais soupçonne-t-on que pour cela il doit d'abord exister pleinement lui-même, il doit tout simplement être? *Agere sequitur esse; Nemo dat quod non habet*; ces axiomes si connus de la philosophie trouvent ici leur application. Dans l'ordre culturel comme en tout autre ordre, un faible agir dénote un être débile et si un type humain ne rend pas plus, c'est en vérité

qu'il n'a pas plus, qu'il n'a pas acquis et assimilé davantage du milieu chargé de le former.

Examinons à cet égard le type canadien-français. Sa faiblesse de réaction et de création s'explique, croyons-nous, par la faiblesse même de sa constitution interne: il est un être encore à la recherche de son unité et trop exclusivement instinctif. A cela rien d'étonnant: le milieu dans lequel il vit tend par la force des choses à le former, à le faire ainsi. Aucun type humain peut-être, étant donné son état, n'a plus besoin que lui de s'astreindre à une alimentation rationnelle, à un régime, et aucun type humain, semble-t-il, ne s'en est si peu soucié. Interrogeons les faits sur ces deux points.

### **A) Nécessité d'une alimentation rationnelle**

Une alimentation rationnelle, un régime, s'avère indispensable à la formation du type canadien-français parce que le milieu qui l'entoure et l'imprègne n'est ni pacifique ni homogène. C'est au sein de la lutte et de la diversité que doit se former et vivre le Canadien français. Son milieu ne comporte pas, comme en France, par exemple, où tout est français ou en voie de le devenir, un courant culturel unique; ni, comme aux États-Unis où, en dépit des diversités ethniques, tout finit par subir les effets de la puissante touche américaine, un courant prépondérant, apte à faire l'unité en noyant et assimilant tous les apports étrangers. Au Canada, ce n'est pas un seul, ce sont quatre courants culturels différents qui traversent le milieu pour y influencer l'individu

rencontré sur leur route : l'Anglais, l'Américain, le Français et le Canadien français proprement dit. De ces divers courants culturels l'influence varie selon le lieu. Dans les campagnes, surtout éloignées des grandes villes, prédomine le courant canadien-français. Il n'est pas seul cependant, car, remarque M. Montpetit, « l'homme des champs a subi le charme du progrès moderne sous sa forme la plus répandue qui est la standardisation. Les modes, les habitudes nouvelles se confondent et ne se discutent plus : l'américanisme, ici, pénètre largement, d'autant que le tourisme qui s'accroît distribue dans les centres reculés des modèles vivants et des allures qui finissent par ne plus étonner . . . »<sup>1</sup> En général, toutefois, le milieu rural, pacifique et homogène, réussit à faire du paysan un être unifié, « un être accordé », dirait l'abbé Savard, un être fort, mais à la condition qu'il ne quitte pas ce milieu tutélaire pour lequel il est fait.

Car dans les villes, à Montréal en particulier, le milieu est tout différent : par la presse, la radio, le cinéma, les conférences et discours, les relations sociales, les amusements et les sports, par la rue omniprésente et cosmopolite, il véhicule de tout à la fois, il offre de tout à tous. Non seulement le courant culturel canadien-français n'y est pas seul, mais en bien des cas il n'y prédomine pas, il ne réussit pas à faire l'unité, écrasé qu'il est sous les apports massifs de la production anglo-américaine. Il en résulte un milieu hétérogène, parfois neutre, le plus souvent hostile, dont les influences dispa-

---

<sup>1</sup> *Reflets d'Amérique*, p. 50.

rates tiraillent l'individu en tous sens, le forcent à un choix que tous, l'enfant surtout, ne sont pas en mesure de faire avec discernement et prudence, contribuant ainsi à en faire un être divisé, hybride, porté à chercher en dehors de lui-même son centre de gravité, sa raison d'être et, dans le sentiment, le mobile de ses actions.

Des trois attitudes possibles envers ce milieu: acceptation sans réserve, rejet total, sélection prudente, seule la dernière nous semble admissible et rationnelle. Il est vain d'espérer qu'un milieu à mentalité anglaise et à mœurs américaines, comme le deviennent de plus en plus nos grandes villes, puisse par lui-même donner de la consistance et de la vigueur au type canadien-français. De même, c'est une illusion de croire que l'on atteindra ce résultat en s'évadant du milieu naturel pour en créer un tout artificiel, exclusivement français, par exemple; par ce moyen l'on pourra aboutir à former peut-être des Français en séjour ou en exil au Canada, rarement sinon jamais des Français canadianisés, d'authentiques et purs Canadiens français.

Reste le parti de la sélection prudente, de ce que nous avons déjà appelé l'alimentation rationnelle, le régime, le seul qui puisse, à notre avis, assurer chez l'enfant, en particulier, une assimilation vraiment vitale. D'instinct et par nature, l'enfant est canadien-français, mais ce fonds primitif ne doit pas être l'unique lot de l'adulte. Ce dernier a tous les jours à faire face à une masse de problèmes particuliers qu'il doit résoudre pour ou contre sa culture; il lui faut des normes pour juger,

des principes pour se guider, des raisons pour prendre attitude. Qui le lui donnera sinon l'éducation ? Aussi appartient-il à l'éducation de travailler ce fonds pour lui assurer un développement fécond et normal, pour lui procurer une base rationnelle, en remplaçant par des convictions solides et personnelles les instincts et les sentiments de l'enfance.

En est-il ainsi chez nous ? Interrogeons sur ce point les milieux chargés de cette fonction éducatrice.

## **B) Défaut d'une alimentation rationnelle**

Trois milieux concourent d'ordinaire à façonner l'individu humain: la famille, l'école et le milieu social. Ce dernier, nous venons de le voir, est plutôt apte à déformer qu'à former le type canadien-français; restent donc la famille et l'école. C'est à ces deux responsables qu'il faut demander compte chez nous de la formation de notre type humain. Posons immédiatement la question: l'alimentation que dispensent la famille et l'école est-elle rationnelle? c'est-à-dire tient-elle compte de la fin à obtenir, du sujet à former, du milieu où il vit ? Accorde-t-elle la priorité à la raison sur l'instinct ou le sentiment, à la culture nationale sur les autres cultures ? Voilà ce qu'il nous faut déterminer.

### **1) La famille**

Le milieu familial, a-t-on dit, est à lui seul un microcosme où se reflète le jeu des diverses influ-

ences émanant de l'extérieur. C'est là que l'enfant reçoit sa première impression de la vie, qu'il puise ses règles de vie, qu'il reçoit et pose la base de sa formation, beaucoup plus qu'à l'école.

La famille se préoccupe-t-elle de former le Canadien français chez l'enfant ? Une réponse nuancée s'imposerait sans doute, mais est-il si téméraire d'avancer que dans la plupart des foyers d'aujourd'hui cette préoccupation est inexistante ? qu'on ne soupçonne même pas la nécessité d'une attention spéciale, d'une surveillance, d'une direction, bref d'un régime ? Bon nombre de parents de chez nous ne vivent-ils pas persuadés que le Canadien français, ça se forme tout seul, en respirant l'air du temps ? Ils s'étonnent ensuite du résultat.

Comme question de fait, n'est-il pas vrai que le fonds primitif d'instincts et de sentiments reçus dans l'enfance demeure en friche chez un trop grand nombre d'adultes ? que la plupart n'ont jamais raisonné au foyer leur qualité de Canadiens français, ni saisi les droits et les devoirs qui en découlaient ? N'est-il pas vrai aussi que la famille est parfois le lieu où l'on étouffe la vitalité de ce fonds de nature ? Que l'on songe à certains milieux bourgeois où snobs et arrivistes, gens pratiques et autres, ouvrent tout grand leur foyer aux courants culturels étrangers, anglais et américain en particulier, se conduisent pratiquement en contemporains quotidiens de la culture canadienne-française. Ils auront beau ensuite recommander à leurs enfants le respect de cette culture, l'impression

restera chez ces derniers d'actes et d'attitudes démentant ces paroles.

Le grand obstacle, c'est que les parents eux-mêmes n'ont pas plus, qu'ils ne possèdent pas intégralement cette âme qu'ils devraient donner à leurs enfants, ou bien qu'ils ne savent pas au juste en quoi elle consiste. La plupart n'ont pas définitivement et totalement opté pour la culture française; ils s'en servent beaucoup plus qu'ils ne la servent. Ils pratiquent l'empirisme: être divisés et instinctifs, comment pourraient-ils transmettre à leurs enfants une unité et une logique de vie dont ils sont dépourvus? « Nous ne savons à quoi nous accrocher, écrit V. Barbeau. Nous sommes ballotés, battus par les événements, par les doctrines. Qu'y a-t-il de solide dans nos idées, dans nos convictions? L'hérédité a fait de nous des catholiques et des Français; le sommes-nous demeurés par libre choix, par un acte réfléchi de volonté, ou le sommes-nous demeurés passivement? Je crains bien que la force d'inertie soit la plus puissante de toutes celles qui nous mènent. Parce qu'il en est ainsi, il y a donc urgence que nous fassions de nos enfants des hommes, c'est-à-dire des êtres capables de penser et capables d'agir par eux-mêmes.»<sup>1</sup>

Parmi ces parents, les mieux intentionnés s'en remettent à l'école du soin d'une éducation qu'ils ne savent pas donner. Mais à l'école, la plainte contre la famille est générale: chez trop d'enfants,

---

<sup>1</sup> *La bourgeoisie et la culture*, dans *L'avenir de notre bourgeoisie*, p. 68.

la préparation familiale est insuffisante et parfois nulle. Tout est à faire ou à refaire et la collaboration de la famille n'est pas toujours assurée, car, aux yeux de certains parents, il y a des sujets qui sont tabous, dont on ne parle jamais au foyer et que le maître ne peut aborder sans s'exposer à de sévères remontrances. Comment alors l'école pourrait-elle compenser le défaut d'éducation familiale ?

## 2) L'école

Le tente-t-elle au moins ? Bornons-nous au point en question : le petit Canadien français reçoit-il à l'école une alimentation rationnelle ? une alimentation qui tient compte de la fin à obtenir, du sujet à former, du milieu où il vit ? qui lui inculque sa raison d'être, ses droits et ses devoirs, sa ligne de conduite présente et future ? bref l'école s'occupe-t-elle de former le Canadien français chez l'enfant ?

En ces derniers temps surtout, l'on a fait et parfois sur un ton acrimonieux, le procès de l'école canadienne-française. Notre intention n'est pas de le reprendre, ni même d'en résumer les principaux débats, mais seulement d'examiner si oui ou non l'école a accepté l'idée et la pratique du régime dont nous avons démontré la nécessité plus haut. Pour plus de clarté, distinguons les trois degrés usuels : le primaire, le secondaire et l'universitaire.

L'école primaire, telle qu'elle fonctionne depuis nombre d'années chez nous, assure-t-elle à l'enfant une alimentation rationnelle ? Quelles que soient les excuses et les circonstances atténuantes qu'elle puisse alléguer, il faut bien la juger à ses fruits et

alors elle ne peut échapper que très difficilement au reproche d'avoir fourni une alimentation défectueuse, inadaptée, en un mot irrationnelle. Pourquoi donc ? parce que, répondrons-nous, ses tendances sont anglicisantes, indirectement à la campagne et directement dans les villes.

Cause indirecte d'anglicisation, l'école primaire l'a été d'une double façon : parce qu'elle a contribué à déruraliser le petit paysan et parce qu'elle n'a pas su provoquer en lui un éveil rationnel à la vie nationale.

Par atavisme, par vocation aussi bien que par nécessité, nous sommes un peuple de paysans.<sup>1</sup> Tout ce qui nous détourne de la terre nous diminue, nous affaiblit comme peuple, nous prépare au métissage, à la duplicité et à la trahison. Or, depuis si longtemps que sévit chez nous la désertion des campagnes, l'école rurale a-t-elle fait quelque chose pour enrayer ce mal ? Bien plus, ne l'a-t-elle pas aggravé, ne l'a-t-elle pas même causé, ce mal, par son inaptitude à inspirer l'amour du milieu et à donner une instruction en rapport avec ce milieu ? Sans doute, elle peut toujours alléguer sa pauvreté matérielle, sa misère intellectuelle, son indigence nationale, bien que tout cela depuis des années soit connu, décrit, analysé et n'en continue pas moins de subsister.<sup>2</sup>

Mais le fait est là : l'enseignement rural, calqué trop uniformément sur celui des villes, n'a pas réalisé, selon le mot de Victor Barbeau, son

<sup>2</sup> Cf. Victor Barbeau : *Pour nous grandir*, p. 90.

<sup>1</sup> Cf. abbé Auguste LaPalme, *Un pèlerinage à l'école du rang*.

double objectif: « enraciner le cœur et la tête » de l'enfant à la terre. « Ici comme partout ailleurs, ajoute le même écrivain, l'empirisme a triomphé. A la campagne comme à la ville, le va comme je te pousse a fait loi. En conséquence de quoi nous avons déruralisé ceux qu'il eût fallu à tout prix garder sur la terre. Nous leur avons montré le chemin de la ville d'où nous essayons aujourd'hui de les chasser. Nous les avons préparés à faire la queue à la porte des usines, à vivre de charité publique. Nous en avons fait de la graine de trottoir, des déclassés et des parasites ». <sup>1</sup>

C'est que le paysan n'est pas armé pour sortir de son milieu: l'école rurale n'a pas su provoquer en lui un éveil rationnel à la vie nationale. Il vit la plupart du temps sur son fonds primitif d'instincts et de sentiments. Pourquoi est-il Canadien français? Comment doit-il l'être? Qui jamais l'a instruit de ces questions pourtant vitales? Trop souvent il n'a eu pour maître en cette matière que le parti politique. « Faute d'idées claires sur leur vie atavique, traditionnelle, religieuse et nationale, remarque l'abbé La Palme, nos gens absorbent avec une facilité déconcertante et suprêmement dangereuse toutes sortes d'erreurs et de coutumes dont ils n'aperçoivent pas qu'elles sont la contradiction de leur être intime fait de catholicisme et de civilisation française. Ils n'y voient pas clair faute d'une culture qui leur en donne une analyse précise, qui aboutisse à la connaissance de soi-même et des éléments historiques qui les informent, à la

---

<sup>1</sup> *Pour nous grandir*, p. 105.

connaissance directe du milieu propre et de ses réactions en chacun . . . qu'est-ce que l'école populaire, rurale, fait pour que le peuple garde le vieil acquis, se développe selon son génie dans le sens de ses traditions, de son histoire ? que nous reste-t-il de cet héritage de nos pères ? Si peu que rien.»<sup>1</sup>

Dans les villes, encore moins rationnelle apparaît l'alimentation dispensée depuis des années par l'école au petit Canadien français, et cela parce que le programme d'enseignement s'y fonde sur un doute: le doute linguistique et culturel, prélude et signe du doute national tout court qui hante les esprits. Plus le milieu urbain s'est fait hostile et hétérogène, nécessitant de ce fait, semble-t-il, un sévère régime d'alimentation, moins l'école paraît avoir pris de précautions et de soins; plus l'unité dans l'enseignement s'imposait, plus il a versé dans la duplicité. Préoccupée avant tout de l'économique et non de l'enfant à former, l'école urbaine a accueilli comme une panacée le bilinguisme et l'a prôné comme la clé de tous les succès, sans trop se rendre compte que par cette manière de faire elle trahissait la seule culture qu'elle eût dû servir en même temps qu'elle brisait l'unité psychologique chez le type humain qu'elle était supposée ouvrir. Alors que tout dans le milieu urbain exige que le petit citadin soit un être unifié et fort, l'école, à force d'insister sur la nécessité d'apprendre l'anglais d'acquérir l'esprit pratique anglais, de se servir des méthodes anglaises, a réussi à en faire un être divisé et faible, soumis à l'empirisme, frappé de stérilité

<sup>1</sup> *Ibid.*, pp. 30 et 33.

par suite de doute qu'il ne cesse de porter au cœur et à l'esprit.

Un éveil rationnel à la vie nationale aurait pu prévenir chez l'enfant cette marche à la dégénérescence, mais, pas plus qu'à la campagne l'école n'a su le provoquer. « Le point de vue national existe sans doute implicitement à l'école primaire, écrit Minville, par le fait que l'enseignement se donne en français et qu'il y règne une vague sentimentalité que satisfait le chant périodique de l'hymne national. Il n'y existe pas explicitement, en ce sens que si l'on tâche de former des hommes, on ne cherche pas à former des Canadiens français. » Et pourtant combien dans les milieux urbains la nécessité est-elle grande d'incorporer les enfants à leur pays, à leur nationalité, de leur apprendre la qualité de la civilisation qu'ils représentent, les dangers qu'elle court et les moyens de la défendre, surtout les raisons d'y rester fidèles même au prix de sacrifices matériels et pécuniaires.

Que l'école ait failli à la tâche, le signe le plus frappant, ne faut-il pas le chercher dans le peu d'estime que les écoliers des villes accordent à leur langue maternelle. Si quelque fierté nationale, ou même si quelque fierté tout court leur avait été inculquée à l'école, « ils la mettraient d'abord, ajoute Minville, à respecter leur langue par laquelle s'extériorise l'âme nationale elle-même. Or, ils ne ratent pas un anglicisme, pas un barbarisme, pas une faute de prononciation ! Plus que cela, si quelques-uns, pressés par les exigences de la vie, se livrent à des études post-scolaires, ils ne négligent rien pour apprendre l'anglais, pour se

perfectionner en anglais, mais on pourrait compter sur les doigts de la main ceux qui étudient le français. Le déplorable, là-dedans, ce n'est pas que ces jeunes gens apprennent l'anglais, mais c'est l'indifférence générale à l'endroit du français, plusieurs allant jusqu'à considérer peine perdue et comme parfaitement inutile l'étude de leur langue maternelle. Voilà bien l'état d'esprit le plus dangereusement significatif qui soit, la condamnation la plus nette de nos méthodes actuelles de formation, car une langue qu'on cesse de considérer comme utile est une langue qu'on abandonnera avant deux générations ». <sup>1</sup>

Ces tendances anglicisantes de l'enseignement primaire se retrouvent-elles au degré secondaire ? Heureusement que non. Parmi les multiples reproches que l'on adresse périodiquement à nos collèges classiques, très rarement se rencontre celui d'angliciser leurs élèves. Il faut au contraire l'affirmer avec force : peu d'institutions chez nous ont monté une garde aussi fidèle et aussi jalouse autour de notre âme française. Est-ce à dire que, du point de vue qui nous occupe, ces collèges aient toujours fourni une alimentation rationnelle ? Une restriction s'impose, selon nous. Leurs tendances, c'est un fait admis, n'ont pas été anglicisantes, mais ne pourrait-on pas avancer qu'elles ont été francisantes ? Non par excès, mais par défaut ; non qu'ils aient formé leurs élèves trop Français, mais pas assez Canadiens.

Nous voulons dire que l'effort de l'enseignement secondaire s'est surtout et parfois exclusivement

---

<sup>1</sup> *Instruction ou éducation*, pp. 37 et 39.

porté — le point de vue religieux n'est pas en question ici — sur la formation française de l'élève, et cela trop souvent au détriment de sa formation canadienne. Dans des manuels français, on s'est efforcé de lui inculquer la culture française, mais ces manuels, selon la remarque d'un éducateur, « ne répondent adéquatément à aucune des aspirations, à aucun des besoins de notre âme canadienne-française et tendent tous, car ils sont bien faits, à nous faire aimer la France plus qu'aucun pays ». <sup>1</sup>

Le mal toutefois, nous le répétons, ce ne fut pas tant cet excès, en somme assez léger et excusable envers la France, que le défaut d'enracinement au sol natal, que l'oubli du milieu canadien. Faute d'une solide formation canadienne, les collégiens se sont vus nantis d'une culture sans cadre ni support tangibles, d'une culture non acclimatée et pour ainsi dire en l'air, produit exporté comme un fruit rare d'une France lointaine et inaccessible en un Canada revêche. Or, dans l'ordre intellectuel, le commerce d'exportation n'a jamais suffi à constituer une culture originale. L'on a trop oublié ce point pourtant fort important: c'est en sol canadien que la lutte pour la culture française doit se livrer, c'est en sol canadien que cette culture doit prendre racine, germer et s'épanouir; c'est l'enracinement bien plus que l'exportation qui la maintiendra.

Cette préoccupation, il faut l'avouer, ne fut ni assez forte ni assez constante; notre culture, selon

---

<sup>1</sup> M.-A. Dion, O.F.M. « L'éducation nationale et l'enseignement secondaire », enquête de l'ACTION NATIONALE, 1934.

le mot de M. Montpetit, n'a pas été « résolument canadienne ». Sur ce point, recueillons le témoignage d'un éducateur bien placé pour parler: « La vérité, dit-il, c'est que nous n'avons pas été suffisamment préoccupés, dans l'éducation, du problème de notre race. Et cependant, nous éduquons les hommes d'une province catholique et française qui ne restera catholique et française que dans la mesure où nous formerons des consciences catholiques aimant leur race, toutes dévouées à ses intérêts, prêtes à tous les sacrifices pour la défendre et la faire plus grande . . . Ce qui est intolérable chez nous, ajoute-t-il, c'est que de grands garçons de vingt ans, investis de la lourde vocation de dirigeants, en soient réduits à se définir eux-mêmes nationalement, qu'ils ne sachent avec netteté ce qu'ils doivent exactement ni à leur pays ni à leur nationalité, qu'ils quittent le collège sans avoir pris parti pour ou contre leur culture et sans avoir les moyens de prendre ce parti. »

Et pourquoi cette absence de préoccupation canadienne ? Retenons l'aveu de ce même éducateur : c'est la racine du mal qu'il découvre. « Disons-le tout net : nous n'avons pas été préoccupés d'éveiller le patriotisme de nos enfants parce que nous n'avons pas de doctrine sur ce point, parce que nous n'avons pas de doctrine nationale. »<sup>1</sup>

L'université enfin a-t-elle dispensé chez nous une alimentation rationnelle ? une alimentation adaptée au caractère du jeune Canadien français dont elle était chargée de parfaire l'éducation et de

<sup>1</sup> M.-A. Dion, O.F.M., *ibid.*

spécialiser les aptitudes ? Oui, si elle a possédé une doctrine nationale, non, dans le cas contraire.

Posséder et faire rayonner une doctrine, n'est-ce pas la première qualité de l'université, « école de haut savoir et source de directives sociales » ? Que cette doctrine soit nationale, cela relève de la mission même de l'université, qui est d'éclairer et de guider la nation ainsi que de lui donner des chefs.

Or, la doctrine nationale, l'université chez nous longtemps n'en a jamais eu et il n'est pas sûr que même aujourd'hui elle en possède une qui soit acceptée de tous, qui rallie toutes les énergies et oriente toutes les volontés. Sans doute, elle aussi a enseigné le français et enseigné en français, mais c'est plus que cela que la nation attendait d'elle : des directives et des maîtres. Trop souvent l'enseignement universitaire, en dépit de son nom, a manqué d'unité et, par suite, de force. Rien d'étonnant alors que la jeunesse étudiante ait si longtemps sombré dans la partisanerie politique, que la masse, elle, soit désunie et moutonnière.

De cette faiblesse doctrinale sur le plan canadien-français, signalons deux indices : d'abord le peu de rayonnement des facultés de lettres et de philosophie, facultés pourtant fondamentales, essentielles au caractère d'une université canadienne-française en Amérique, facultés cependant négligées et désertées. Ensuite les tendances américanisantes de certaines facultés et écoles professionnelles. Que l'on relise sur ce point l'enquête de M. Montpetit sur l'américanisation de notre école. La conclusion qu'il tire, c'est précisément

que ces facultés professionnelles cèdent devant « la formidable réalité, la pratique qui les presse ». <sup>1</sup>

Tel est, en résumé, du point de vue qui nous occupe, le bilan de l'école: tendances anglicisantes, francisantes ou américanisantes, défaut d'une doctrine unique inspiratrice de l'enseignement, c'en est assez pour que subsiste dans les milieux scolaires le problème d'une alimentation rationnelle.

C'en est assez aussi pour expliquer que le type canadien-français demeure encore si divisé, si instinctif en tout ce qui regarde sa vie nationale. On connaît le refrain: « La province de Québec n'a pas de convictions; elle n'a que des sentiments ». Que l'on ouvre au hasard l'un des volumes de M. Montpetit, on y rencontrera la même idée, à savoir que nous avons duré « par la chair plus que par l'esprit »; que nous nous sommes maintenus « dans l'existence quotidienne, sans esprit que celui qui provient de l'inépuisable nature »; que « le plus grand danger que nous courrions » est peut-être « cette absence de surveillance sur nous-mêmes, qui provient de l'ignorance où nous vivons de nos puissances ethniques et d'un détachement de plus en plus accentué des règles auxquelles notre durée devrait se soumettre »; que « faute d'une doctrine, nous n'avons pas de données précises sur notre sort, sur le sort que nous n'attendons même pas de nous-mêmes ». <sup>2</sup>

---

<sup>1</sup> Cf. *Reflets d'Amérique*, pp. 143—221.

<sup>2</sup> Cette vérité, M. Esdras Minville la rappelait récemment avec force: « C'est précisément, écrivait-il, parce que, à défaut d'une éducation nationale largement comprise et

Défaut d'alimentation rationnelle et partant d'assimilation vitale, voilà le mal dont souffre au plus intime de son être le type canadien-français; voilà le mal qui l'empêche de réagir vigoureusement et de créer originalement; voilà le fond même de notre problème culturel et de toute notre question nationale. Car, dans le problème culturel, se résument tous les autres: tous influent sur lui et lui influe sur tous. Il est à la fois la résultante et la fin de toute activité nationale. Qui paie, qui souffre, en définitive, sinon notre culture canadienne-française, quand se rallument les rivalités de races, quand la politique faiblit et que l'économique s'endort ou trahit, quand le social cède? D'un autre côté, pourquoi ces querelles raciales, pourquoi ces réclamations politiques, pourquoi cet effort économique distinct, pourquoi cette organisation sociale différente, si ce n'est pour conserver notre culture française et notre intégrité catholique? Le problème culturel est donc à la base, au centre de tout et le mot d'ordre « le

---

méthodiquement dispensée, le patriotisme canadien-français est revenu au niveau primitif de l'instinct, qu'il est aujourd'hui si incohérent, si désordonné dans ses manifestations. . . . Et la preuve que nous ne faisons ni ne pouvons faire de véritable éducation nationale, ni dans nos familles, ni dans nos écoles, ni dans aucun des groupements ou organismes qui prétendent exercer une action sur les esprits et sur l'orientation de la vie collective, c'est que nulle part on ne possède de vues nettes sur ce que devrait être l'éducation nationale, sur les différents aspects de la vie nationale avec lesquels l'éducation devrait familiariser le plus humble comme le plus grand d'entre nous. On en est même encore à discuter l'opportunité d'une telle éducation et à se demander si elle ne serait pas une des formes du 'péché de nationalisme' ». — (*L'Enseignement secondaire*, décembre, 1942.)

salut par la culture » n'est pas une formule en l'air, c'est l'unique formule de vie.



Ici se terminent nos observations sur le terrain des faits.<sup>1</sup> Nous n'avons pas tout dit et nous ne pouvons pas tout dire. Nous espérons toutefois en avoir dit assez pour ouvrir les yeux de tout homme de bonne volonté. Avant d'aborder les problèmes d'idées et de doctrines, nous tenions à montrer, par un bref aperçu des maux et des faiblesses de notre groupe ethnique, que la question nationale se pose dans les faits, qu'elle n'est pas l'invention de rhéteurs ou d'idéalistes en chambre. Pour cela, il nous a fallu insister sur les points sombres de notre vie nationale. Nous l'avons fait avec franchise, bien persuadé que l'élément français, de par sa situation exceptionnelle en Amérique, a besoin de connaître toute la vérité sur son état. D'autres peuples, en meilleure posture, peuvent se permettre des illusions, des oublis ou des relâchements, lui, pas.

Nous l'avons fait aussi, il importe de le répéter en terminant, sans pessimisme : maux et obstacles, périls et pièges, faiblesses et déficiences, cela prouve bien l'existence d'une question nationale au Canada français, mais ne nous montre en somme que le revers de la médaille, qu'une tranche de notre vie canadienne-française. Il se peut que

---

<sup>1</sup> En réalité, nous continuerons à rester le plus possible fidèle aux faits, mais sans leur conserver la place prépondérante, sauf toutefois à propos des deux problèmes remis à notre seconde partie par suite des points de doctrine soulevés : le problème constitutionnel et le problème de l'État français.

le spectacle entrevu jusqu'ici ne soit guère réconfortant, mais encore une fois il n'est pas tout le spectacle et l'on aurait tort d'en tirer quelque motif de découragement; au contraire, nous voudrions qu'il soit pour tous un stimulant à l'action, une raison de s'arc-bouter contre la régression possible.

Car la lutte est nécessaire; c'est la conclusion qui se dégage identique des divers problèmes étudiés jusqu'ici: parler de survivance française en Amérique et se croiser les bras, laisser passer les événements, les choses et les hommes sans rien faire, c'est un non-sens, une absurdité. Après Dieu, c'est la volonté humaine qui fait l'histoire, la nôtre comme celle de tous les autres peuples.

Un programme d'action s'impose donc. Mais avant de le dresser, avant de faire une seule tentative ayant pour objet de déterminer les modalités possibles de la lutte, il nous faut résoudre une difficulté, répondre à une question fort importante: cette lutte, que les faits nous montrent nécessaire, est-elle légitime et, si oui, jusqu'où peut-elle aller? Il nous est donc maintenant indispensable d'entrer dans le domaine des idées pour savoir *ce qu'il faut penser*, pour analyser et appliquer à notre situation concrète ces concepts si discutés et si complexes à la fois de nation, de patrie et d'État, pour tenter de résoudre le grave problème que pose le nationalisme, soit en lui-même, soit sous la forme particulière qu'il revêt au Canada français.

Richard ARÈS, S.J.

[Fin de la première partie.]

# CHRONIQUES

Dans la cité

## La vie politique

### La liberté de parole

Nous nous battons pour conserver, entre autres privilèges, la liberté de parole. C'est un fait bien compris de tous. Nous trouvons ce point de vue parfaitement juste. Encore faut-il que ceux qui s'emploient à temps et à contre-temps à nous le rappeler donnent eux-mêmes l'exemple du respect qu'ils professent pour ce principe. Ce n'est malheureusement pas toujours le cas.

Depuis le début de la session provinciale, plusieurs députés ont prononcé des discours ou présenté des motions se référant directement à des matières dites de juridiction fédérale. Ce n'est pas une innovation. Il en arrive ainsi à toutes les sessions. Cette fois-ci toutefois, le parti libéral, le même parti libéral, au pouvoir à Ottawa et à Québec, n'aime pas beaucoup que les législateurs québécois jettent un regard par-dessus leurs plates-bandes et expriment le mécontentement de leurs commettants à l'égard de la politique fédérale. Ils jugent ce sans-gêne comme un défaut absolu de courtoisie élémentaire. C'est pourquoi le président de la Chambre basse, M. Cyrille Dumaine, qui est sans doute personnellement un monsieur très respectable, a rendu il y a un mois environ une décision qui l'est beaucoup moins.

Après une passe d'armes acerbe entre M. T.-D. Bouchard et M. Maurice Duplessis, l'orateur a fait remarquer que « la plupart des députés

sont éloignés des questions provinciales aujourd'hui. Depuis le début de la session, d'ailleurs, j'ai noté qu'on a parlé plus souvent de questions fédérales que de questions provinciales. Dans les circonstances, je maintiens le point d'ordre du député de Saint-Hyacinthe.» En d'autres termes, l'orateur décidait de sa propre autorité de limiter les débats aux seules questions provinciales. On avouera que c'est inusité et qu'aucun texte de droit constitutionnel ne justifie un procédé aussi cavalier et aussi arbitraire.

D'abord, est-il si facile de trancher le débat entre une question provinciale et une question qui ne l'est pas ? Où se trouve le critère ? Nous habitons un même pays et il existe une foule de sujets qui touchent à la juridiction combinée de Québec et d'Ottawa. Nous avons donc le droit, et souvent le devoir, d'intervenir là où nous nous sentons menacés, là où nous avons à faire entendre notre voix. Les députés provinciaux ne représentent pas qu'eux-mêmes ; ils sont l'écho de leurs milliers d'électeurs. De leur siège du Parlement, ils doivent donc avoir l'entière liberté de s'exprimer comme ils l'entendent sur toutes les questions canadiennes. Ils jouissent de plus, en raison de leurs hautes fonctions, d'une immunité qui doit les mettre à l'abri de tout chantage et de toute menace. Soutenir le contraire, c'est saboter dangereusement les institutions démocratiques, dont le Parlement est une forme très honorable.

Au reste, une telle rigueur est toute nouvelle. Il n'est que de suivre, ne serait-ce que d'un œil distrait, ce qui s'accomplit dans les Assemblées

législatives des autres provinces. L'on ne s'est jamais gêné pour s'exprimer, souvent en des termes très catégoriques, sur les faits et gestes des autorités fédérales. S'est-on jamais avisé de mettre en doute le bien fondé de ces interventions dans des questions de toute évidence extra-provinciales ? On se rappelle notamment que c'est le vote de non-confiance exprimé par l'Assemblée législative ontarienne contre le gouvernement central qui a fourni à M. King le prétexte pour brusquer les élections au début de 1940 ? Soutiendra-t-on qu'en cette occasion les députés ontariens n'avaient pas outrepassé l'interprétation exagérément rigoureuse que M. Dumaine assigne aux débats provinciaux ?

En dernière analyse, il est curieux, pour ne pas écrire scandaleux, que ce soit les libéraux qui invoquent cet argument, eux qui ont toujours fondé leur fortune politique sur une confusion habilement entretenue entre les deux sphères. M. Lapointe et ses amis d'Ottawa ont fait élire M. Godbout en 1939, tout comme M. Godbout et ses ministres ont milité en faveur de M. King en 1940. A ce moment-là, on était plus à cheval sur les frontières que sur les principes ! Pourquoi ce revirement subit, sinon pour empêcher les députés provinciaux de dire tout haut ce que beaucoup de gens pensent tout bas sur la politique actuelle du gouvernement King ? La liberté de parole, nous en sommes, à condition qu'elle existe pour tout le monde et qu'on ne soulève pas des difficultés artificielles pour en empêcher la légitime expression.

Il est remarquable que tous ceux qui ont sans cesse le mot de démocratie à la bouche s'opposent à son libre épanouissement et recourent à des méthodes qu'ils condamnent, à juste titre, quand ce sont d'autres pays qui les emploient. Ainsi un ministre du cabinet Godbout, M. Valmore Bienvenue, qui s'imagine travailler à son avancement comme héritier présomptif du chef, a prononcé à Montréal une retentissante causerie où il a lancé des injures et des insultes à tous ceux qui ne pensent pas comme lui. Personne ne lui défend d'entretenir de telles idées saugrenues, puisque le ridicule ne tue pas au pays de Québec. Par contre, qu'il soit assez démocrate pour tolérer que les gens intelligents, qui forment l'immense majorité de la population, pensent différemment de lui. Que M. Bienvenue s'efforce, par son argumentation, de rallier tous les imbéciles, c'est fort bien; il y a un droit strict, que personne ne lui nie au reste. Par ses propos, ce *démocrate* ambitieux et retors préconise le parti unique, le totalitarisme à son bénéfice et à celui de son parti. Ce n'est pas sérieux et il est bien mal venu d'en agir ainsi.

### Les motions de M. Chaloult

D'aucuns s'étonnent que M. René Chaloult, représentant unique du Bloc populaire canadien à l'Assemblée législative de Québec, s'obstine à présenter des motions qui ne trouvent pas de secondeur ou qui sont d'avance condamnées à être presque unanimement rejetées. Ils seraient tentés d'y voir une preuve de légèreté et une perte

de temps absolument inutile. Ce jugement nous paraît très superficiel.

Sans doute les deux vieux partis préféreraient-ils qu'il abandonnât cette tactique qui les gêne considérablement. Elle les oblige à faire eux-mêmes la démonstration qu'ils sont liés entre eux par les mêmes intérêts et qu'à part quelques différences secondaires, aucun principe fondamental ne les sépare véritablement. M. Chaloult a présenté une motion fort bien étayée contre la conscription; le parti libéral y a aussitôt substitué un texte inoffensif. M. Chaloult a présenté une motion blâmant le gouvernement fédéral de faire cadeau à l'Angleterre de deux milliards de dollars (un milliard l'an dernier et un autre cette année). Cette fois, l'orateur de la Chambre a recouru à une échappatoire et il a rayé du feuilleton la motion du député de Lotbinière. M. Chaloult a inscrit une motion pour exprimer son regret de constater qu'il n'y ait pas un seul Canadien français sur sept à la Commission fédérale des « comités économiques conjoints »; qu'il n'y ait qu'un seul Canadien français sur cinq à la Commission permanente canado-américaine de défense; qu'il n'y ait pas un Canadien français sur sept au Comité mixte de la production du matériel de guerre; qu'il n'y ait pas un Canadien français sur trois au Comité mixte de coordination de la production du matériel de guerre; qu'il n'y ait pas un Canadien français sur 14 à la Commission mixte des vivres. Au moment où nous écrivons, on ignore encore comment le gouvernement va s'y prendre pour écarter ces sujets embarrassants,

pour faire échec aux autres motions que M. Chaloult présentera sûrement d'ici la fin de la session, notamment sur l'abolition des appels canadiens en matière civile au comité judiciaire du Conseil privé.

Comme nous l'écrivions le mois dernier, les deux partis démontrent par leurs agissements la vérité de la thèse soutenue par M. Chaloult, à savoir que chaque parti ressemble à l'autre comme un frère, que des étiquettes différentes recouvrent un produit de même qualité. M. Duplessis s'est bien rendu compte de la fausseté de la situation et *après* que la motion de M. Chaloult relative aux deux milliards eût été rayée du feuilleton, il a voulu faire croire qu'il s'était prononcé contre la décision de l'orateur. L'inconvénient pour lui, c'est qu'aucun témoin n'avait entendu sa protestation. D'habitude, quand il veut se faire comprendre, le chef de l'Union nationale n'a pas besoin d'un microphone. Ce jour-là, sa voix était sans doute remarquablement faible. Peut-être qu'à l'instar de M. Godbout dans une autre circonstance, il aurait voulu pouvoir se prononcer: *Noui*. Ni chair ni poisson, ces bonshommes qui espèrent continuer de duper indéfiniment la population avec des trucs de passe-passe et des ruses de prestidigitateur. Ils sont tellement habitués à faire avaler des coulevres, qu'ils ne se rendent même pas compte que la mesure est comble. Comme c'est ennuyeux de ne plus pouvoir poursuivre comme auparavant le vieux de bascule: chacun son tour . . .

### M. Eden et M. Bracken

Réunissons sous un même chapeau ces deux hommes politiques qui ont défrayé la chronique au cours des dernières semaines. M. Anthony Eden, ministre des Affaires extérieures de la Grande-Bretagne, est venu passer plusieurs jours aux États-Unis, pour discuter avec le président Roosevelt de la stratégie commune et de la solution des problèmes d'après-guerre. Peu d'informations ont transpiré de leurs entretiens. Avant de reprendre l'avion pour son pays, M. Eden a imité M. Churchill et il est venu à Ottawa où il a porté la parole devant le Parlement.

M. Eden qui a un physique très sympathique et qui était jusqu'à ces dernières années l'arbitre des élégances londoniennes, n'est pas un grand orateur. Son débit est lent, son ton est parfois traînard et laisse deviner quelque lassitude. Formé depuis plus de quinze ans aux mœurs des chancelleries, on comprend qu'il ne dit exactement que ce qu'il veut dire. Or, il est arrivé qu'il ne voulait rien dire aux Communes. Il a prononcé un bon discours, tout en s'en tenant aux généralités et aux affirmations de principes.

Le distingué visiteur a regretté que la Société des Nations eût manqué de cette autorité internationale qui lui eût permis de rendre ses décisions exécutoires. Dans un domaine plus restreint, il s'est réjoui du fonctionnement du Commonwealth des nations britanniques. « Dans le domaine de l'initiative internationale, a-t-il déclaré, le Commonwealth a un rôle bien défini à jouer. D'habitude

nous laissons toute latitude à l'esprit de collaboration et nous le favorisons. Nous ne sommes régis, dans nos relations, ni par des règles rigides, ni par des formules précises, mais nous avons l'esprit compréhensif et nous savons quelle route il faut prendre. Si nous parvenons à faire régner cet esprit dans le domaine des relations internationales, nous aurons fourni un apport capital à une paix durable.» C'est une affirmation à noter soigneusement et à laquelle il pourra avoir lieu de se référer plus tard. Soulignons que M. Eden a voulu reconnaître le fait français au Canada et qu'il s'est plu à prononcer quelques phrases dans notre langue, qu'il manie au reste avec cette élégance propre à l'aristocratie britannique.

M. John Bracken, chef du parti conservateur-progressiste, a fait une tournée d'une dizaine de jours dans la province de Québec, pour se familiariser avec la population, pour sonder le terrain en vue des prochaines élections. Partout où il est passé, il a fait bonne impression. C'est un personnage sympathique, qui ne semble pas d'une envergure extraordinaire, mais enfin, un honnête chef de parti.

M. Bracken s'est étudié à ne rien dire de compromettant. Lui aussi s'en est tenu à la sphère sereine des grands principes. Il a défini ainsi les trois grandes tâches du peuple canadien : la victoire, la paix permanente, un ordre social convenable. Ici et là, dans ses multiples allocutions, il a insisté sur la nécessité de reconnaître la valeur de l'initiative privée, ce qui est parfaitement juste, à con-

dition que cette initiative n'entame pas les droits essentiels des citoyens et ne rende pas inapplicable un programme raisonné de sécurité sociale.

Si le parti conservateur n'était pas définitivement mort dans la province de Québec, sans doute serait-il plus facile pour M. Bracken que pour ses prédécesseurs de gagner la sympathie de notre population. Libéraux et conservateurs entretenant les mêmes vues sur les principaux problèmes canadiens, on imagine mal que les citoyens satisfaits de la politique actuelle d'Ottawa donnent leur appui aux conservateurs. Ceux qui condamnent cette politique adhéreront à une formation neuve, qui brise les anciennes servitudes et qui apporte une politique exclusivement canadienne adaptée aux besoins de notre peuple. Ce ne sera plus la lutte des libéraux et des conservateurs, ce sera le combat de la génération des morts contre la génération des vivants.

### Empire et Commonwealth

Il arrive souvent que le gouvernement prenne des faux-fuyants pour ne pas répondre aux questions des députés; c'est pourtant là l'une de leurs prérogatives essentielles, reconnue par tous les manuels de droit constitutionnel. M. Jean-François Pouliot, député à peu près libéral de Témiscouata, a été plus heureux dernièrement, alors qu'il a posé au gouvernement quelques séries de questions très élaborées sur la nature du Commonwealth et sur nos relations avec le cabinet britannique.

Y a-t-il une différence entre l'Empire et le Commonwealth, demandait M. Pouliot ? Le premier ministre a répondu à cette question d'une façon qui lui est très personnelle. Il n'a pas donné raison aux impérialistes d'esprit colonial qui ne reconnaissent que le terme "empire". Il n'a pas davantage reconnu la distinction fondamentale entre les deux expressions, en vigueur depuis la promulgation du statut de Westminster. Il a répondu tout simplement : « On emploie indifféremment les deux expressions ». Blanc bonnet et bonnet blanc, selon M. King. Il est vrai que certaines gens emploient indifféremment les deux expressions. Ce n'en est pas moins une erreur. L'Empire britannique, c'est la Grande-Bretagne, les Indes et les multiples colonies, territoires et comptoirs de la Couronne. Le Commonwealth des nations britanniques comprend la Grande-Bretagne et les autres Dominions britanniques, tous sur un pied de parfaite égalité juridique avec l'Angleterre. Voilà la vérité constitutionnelle. Qu'elle plaise ou ne plaise pas, la question n'est pas là. C'est ce qui est.

Dans les multiples réponses aux multiples questions de M. Pouliot, il en est une particulièrement intéressante. On sait que la Loi de publication des lois et l'article 56 de la Loi de l'Amérique du nord britannique exigent que le secrétaire d'État aux Affaires extérieures du Canada fasse parvenir au secrétaire d'État pour les Dominions, à Londres, copie des lois passées par le Parlement canadien au cours de sa dernière session. En pratique, sitôt que le recueil des lois

*La plus importante librairie  
et papeterie française  
au Canada*



Livres Canadiens

Livres de Classe

Livres Français

Livres Religieux

Objets de piété

Fournitures Scolaires

Articles de bureau

Travaux d'impression

Articles de fantaisie

Décorations pour fêtes

Drapeaux, banderoles

Jeux, Jouets, Tapisserie



**GRANGER FRÈRES** LIMITÉE

Libraires, Papetiers, Importateurs

54 Notre-Dame-Ouest, Montréal

LAncestor 2171

# RIEN

Il n'en coûte RIEN pour vous renseigner. Ecrivez-nous les noms de vos père et mère et nous vous dirons la date et l'endroit de leur mariage et les noms de vos grands-parents. Une BROCHURE EXPLICATIVE vous dira comment vous pouvez faire compiler et dresser votre volume et votre arbre généalogiques.

## Gabriel DROUIN

ARCHIVISTE et GENEALOGISTE  
INSTITUT GENEALOGIQUE DROUIN

4184, rue Saint-Denis - Montréal

"Une oeuvre nationale digne de votre encouragement"

Généalogie complète de tout Canadien français, Franco-Américain ou Acadien. Nos archives contiennent quarante-trois millions (43,000,000) d'actes de baptême, de mariage et de sépulture, de 2,200 paroisses du Québec, de l'Ontario, de l'Acadie, du Maine, du Vermont et du Michigan. Ecrivez-nous pour renseignements et honoraires.

sortait de chez l'imprimeur du roi, il était expédié en Grande-Bretagne, afin que le gouvernement britannique pût, s'il le jugeait à propos, désavouer telle loi qui ne lui agréait pas. En fait, il y a longtemps que le cabinet anglais n'en était pas venu à pareille décision. De plus, le statut de Westminster abolissait expressément ce droit de désaveu. C'est pourquoi à partir de 1942, « à cause du fait que le pouvoir de désaveu du Parlement impérial est tombé en complète désuétude, et en vue de conformer la pratique à la position constitutionnelle (du Canada), on a cessé de transmettre du secrétaire d'État aux Affaires extérieures au secrétaire d'État pour les Dominions, copie des statuts du Canada. » Il s'est donc passé onze ans avant que la pratique s'accordât avec les textes constitutionnels. Ne chicanons pas sur ce délai. L'important, c'est que le changement se soit produit.

### Les pêcheries des Îles

Un bon point en faveur du gouvernement Godbout et dont il faut s'empresse de le féliciter sans réserve. Par une entente conclue avec les autorités fédérales, les pêcheries des Îles-de-la-Madeleine, dans l'estuaire du Saint-Laurent, font retour à la juridiction québécoise. Depuis le mois de février 1922, la province de Québec avait le droit d'administrer ses pêcheries maritimes, à l'exception des Îles-de-la-Madeleine qui demeuraient sous la juridiction fédérale.

Voilà un gain, secondaire il va sans dire, néanmoins fort intéressant, en faveur de l'auto-

nomie provinciale. Ce qui doit retenir notre attention, c'est que Québec devient ainsi la seule province canadienne à avoir le droit d'administrer elle-même ses pêcheries, tant intérieures que maritimes et fluviales. Cette situation entraîne nécessairement une sujétion minime aux autorités fédérales: le gouvernement de Québec devra faire ratifier par Ottawa le choix de ses officiers qui seront préposés à l'inspection des produits de la mer destinés à l'exportation, au nom du gouvernement canadien.

Cette réserve d'Ottawa est tout à fait légitime et elle n'entame en rien notre liberté d'action. A moins évidemment que dans la pratique Ottawa exerce des pressions très fortes sur ces officiers nommés par Québec, avec le bon vouloir d'Ottawa. C'est présentement une supposition gratuite, sur laquelle il y aurait mauvaise grâce d'insister. Retenons ce fait que notre province a reconquis un droit qu'elle avait perdu. Si c'était là un précédent qui a été posé, nous aurions double raison de nous en réjouir.

Jean NICOLET

## Vie de l'esprit

**La réponse d'Henri Bourassa**<sup>1</sup>

Quand Bourassa parle d'impérialisme, il sait de quoi il parle. Ceux de ma génération se rappellent ses premières luttes, qui paraissaient à beaucoup comme la manie d'un visionnaire. Quand vers 1897, et à l'occasion d'une résolution unanime du parlement canadien dictée par l'émissaire de Rhodes et de Chamberlain, Bourassa dit à Laurier qu'il venait de mettre le pied dans l'étrier impérialiste, et qu'il lui fut répondu qu'il avait beaucoup d'imagination, il est indiscutable qu'un tel coup d'œil sur l'avenir prouvait un merveilleux instinct politique de la part du jeune député de Labelle. Aujourd'hui, cette prévision nous semble beaucoup plus facile. Mais avec un peu de réflexion, on se rend compte que l'étourderie d'un Laurier qui ne sut jamais lire dans l'avenir qu'avec des yeux de politicien, était tout de même fonction de la période la plus plate de notre histoire. On sait maintenant où étaient les chimériques.

L'unité de pensée et de vie d'un Bourassa, on la trouve dans l'anti-impérialisme et dans la défense des petits peuples opprimés par les métropoles du monde moderne. Ne la cherchons pas ailleurs.

---

<sup>1</sup> *Que seront nos enfants ?* Conférence d'Henri Bourassa, éditée par La Ligue pour la Défense du Canada, 4-est, rue Notre-Dame: 20 cents l'unité; \$1.80 la douzaine.

Dans sa dernière conférence, il analyse les conséquences rigoureusement déduites de notre participation présente. Mais aujourd'hui le prestige de Bourassa s'appuie sur près d'un demi-siècle de conjectures que le temps a confirmées. Il n'est permis à personne de sensé d'ignorer ses pronostics. La jeunesse devra donc lire et méditer ce document. Voulez-vous savoir où nous allons ? Voulez-vous juger tous les chefs de la nation ? Voulez-vous préparer un avenir qui ne soit pas la réplique du passé ? Lisez ces pages frémissantes encore de la passion de justice qui anime ce vieillard indomptable. Quelques impertinents lui reprochent de n'avoir pas 20 ans, en même temps qu'ils accusent la jeunesse de manquer de barbe. Cela dispense ces messieurs de toute argumentation. Au train dont ils vont, ils seront bientôt dignes de la chaise percée.

Lisez donc la dernière conférence de Bourassa. C'est net, c'est direct. On pourrait définir cette éloquence par le terme d'enthousiasme réfléchi. Pour repenser les problèmes politiques et sociaux du Canada, nulle autorité n'y prépare mieux que ce texte de l'ancien député de Labelle.

Arthur LAURENDEAU